

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

D'importants moyens mobilisés par l'État

Face à la recrudescence des incendies estivaux qui menacent chaque année les forêts, les cultures et la sécurité des citoyens, l'Algérie a officiellement lancé, hier dimanche, son dispositif aérien de lutte contre les feux de forêts pour la saison 2025.

La cérémonie de mise en service, présidée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Ibrahim Merad, s'est tenue au siège de l'unité aérienne de la Protection civile à Dar El Beïda (Alger). P 3



LANCEMENT DE LA 5G EN ALGÉRIE **Les conditions de la réussite**

L'Algérie vient de franchir une nouvelle étape dans sa transition numérique avec le lancement officiel de la 5G, dont l'opération commerciale est prévue à partir du troisième trimestre 2025. En effet, trois licences d'établissement et d'exploitation d'un réseau 5G seront attribuées incessamment par l'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Électroniques (ARPCÉ).

P 2

VISANT LA CRÉATION DE 1000 PROJETS TECHNOLOGIQUES

Signature d'un partenariat pour le lancement d'un programme national d'incubation

Une convention de partenariat tripartite a été signée, hier à Alger, entre le Fonds algérien des start-up, le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST) et l'entreprise DeepMinds. Elle vise le lancement d'un programme national d'incubation et d'accélération de projets technologiques émergents, avec pour ambition de créer 1 000 start-up technologiques à travers les wilayas du pays.

P 3

EN PRÉVISION DE L'ÉTÉ 2025

Sonelgaz met en service d'importants projets énergétiques

Dans le cadre de ses engagements liés à son plan d'action pour la préparation de l'été 2025, et afin de répondre à la forte demande en énergie durant cette période, le groupe Sonelgaz, à travers ses différentes filiales, a mis en œuvre un plan intégré couvrant la production d'électricité, ainsi que les réseaux de transport et de distribution, indique le Groupe dans un communiqué.

P 3

ORAN

**Une centaine
de projets présentés
au Saconet 2025** P 2

AVEC UNE CAPACITÉ DE 25,3 MILLIONS
DE TONNES/AN

**L'Algérie, leader
africain du GNL** P 5

OUARGLA

**Forte participation
au concours de robotique
des jeunes** P 16

CNR
Les bénéficiaires de pensions et d’allocations de retraite nés en juin appelés à renouveler leurs documents

Par R E.

La Caisse nationale des retraites (CNR) a invité, dimanche dans un communiqué, les bénéficiaires de pensions et d'allocations, nés au mois de juin, à renouveler leurs documents justificatifs durant ce mois, et ce dans le cadre du renouvellement annuel des documents justificatifs. "Les retraités concernés par cette opération sont également invités à privilégier l'utilisation de l'application mobile +Retraite Dz+ qui permet un renouvellement simple et rapide, sans avoir à se déplacer aux agences locales", précise la même source. Dans le même sillage, "la CNR a rappelé deux méthodes simples pour renouveler les documents, à savoir l'application mobile +Retraite Dz+, qui constitue l'option la plus simple, permettant aux retraités d'effectuer l'opération à distance sans avoir à se déplacer, ou bien se rendre à l'agence locale". "Concernant la retraite directe, la reconnaissance faciale +R-Face+ sera utilisée pour s'assurer que le bénéficiaire est bien en vie. Quant aux bénéficiaires de la pension de réversion, ils doivent s'identifier via la même technique avant de scanner directement les documents requis via l'appareil photo de leur téléphone", selon la même source. "Une notification de confirmation sera envoyée via l'application +Retraite Dz+ une fois l'opération réussie", a ajouté le communiqué. Dans le cadre de "l'amélioration des services administratifs et de la simplification des procédures au profit des retraités, la CNR adopte une stratégie structurée de renouvellement périodique des documents justificatifs, chaque retraité étant invité à effectuer cette opération une fois par an, au mois de sa naissance". Pour le renouvellement annuel de la pension directe, "le retraité doit fournir une fiche familiale d'état civil avec mention marginale ou un certificat de vie pour les retraités célibataires. Cependant, pour les bénéficiaires de pension de réversion, les documents à renouveler varient selon le cas", ajoute la même source. Dans le cas d'une veuve, "il faudra présenter un certificat de non-remariage et une fiche familiale d'état civil avec mention marginale. La fille orpheline majeure doit, quant à elle, fournir un certificat de non-mariage et une attestation de non-activité professionnelle rémunérée. Concernant les orphelins majeurs, il faut présenter un certificat de scolarité pour les moins de 21 ans, et une copie du contrat d'apprentissage pour les moins de 25 ans". S'agissant des ascendants, "il est nécessaire de fournir une fiche familiale de l'état civil avec mention marginale (en vie), tandis que pour les enfants présentant une inaptitude au travail, une attestation de non-activité professionnelle rémunérée et une fiche familiale de l'état civil avec mention marginale doivent être présentées", selon la même source.

LANCEMENT DE LA 5G EN ALGÉRIE
Les conditions de la réussite

L'Algérie vient de franchir une nouvelle étape dans sa transition numérique avec le lancement officiel de la 5G, dont l'opération commerciale est prévue à partir du troisième trimestre 2025. En effet, trois licences d'établissement et d'exploitation d'un réseau 5G seront attribuées incessamment par l'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Électroniques (ARPCE).

Par Selma R

Toutefois, la réussite de la 5G en Algérie dépendra de la capacité collective à relever plusieurs défis, affirme d'emblée Abderrahmane HadeF, expert senior en développement économique, numérique, énergie et diplomatie économique. Dans une contribution adressée à notre rédaction, l'expert a énuméré les conditions du succès, en citant notamment l'investissement massif dans les infrastructures (stations de base, backbone fibre, virtualisation des réseaux) ; une régulation agile et transparente pour l'attribution du spectre radioélectrique ; une gouvernance ouverte favorisant la participation des acteurs économiques et technologiques locaux et la montée en compétences du capital humain dans les métiers du numérique et des télécoms. L'enjeu est également, ajoute-t-il, d'assurer une couverture territoriale équitable, notamment dans les zones à faible densité, afin d'éviter la création de nouvelles fractures numériques. À cet égard, « des modèles hybrides de partenariats public-privé peuvent être envisagés pour accompagner l'exten-

sion du réseau tout en garantissant sa rentabilité », a souligné HadeF. Pour lui, le lancement officiel de cet appel à concurrence n'est pas seulement un signal d'ouverture du marché des télécoms, mais il symbolise la volonté de l'État algérien d'entrer pleinement dans l'économie numérique mondiale, en dotant le pays d'une infrastructure numérique de nouvelle génération. C'est aussi, ajoute-t-il, une invitation aux opérateurs et investisseurs technologiques à s'engager dans un projet structurant à fort potentiel de croissance. La 5G peut devenir l'épine dorsale de la compétitivité future de l'Algérie, au service de l'innovation, de la productivité et de la création d'emplois qualifiés. Encore faut-il en faire un chantier stratégique, bien gouverné et tourné vers l'avenir.

Une technologie à fort impact économique

S'agissant de l'impact économique de cette technologie, Abderrahmane HadeF a affirmé que la 5G représente un changement de paradigme technologique. « Avec des débits jusqu'à 100 fois plus rapides, une latence quasi nulle et une capacité à connecter mas-

sivement des objets intelligents, elle ouvre la voie à des usages de nouvelle génération : automatisation industrielle, télémédecine, agriculture de précision, mobilité intelligente, villes durables, éducation à distance, etc. », précise-t-il. Pour illustrer ses propos, il a affirmé que dans de nombreux pays, le déploiement de la 5G a accéléré la digitalisation des économies et généré de nouveaux écosystèmes innovants. « Pour l'Algérie, cette dynamique s'inscrit dans une stratégie nationale de diversification économique*, visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à développer les secteurs à forte valeur ajoutée fondés sur les technologies numériques », indique-t-il. Il affirme également que la 5G constituera un socle stratégique pour les politiques d'industrialisation, d'innovation et d'intégration dans les chaînes de valeur régionales. Elle facilitera l'adoption de technologies comme l'intelligence artificielle, le cloud computing, le big data ou encore l'Internet des objets, en renforçant la souveraineté numérique du pays face aux enjeux globaux de cybersécurité et de géopolitique des données, a-t-il conclu.

ORAN
Une centaine de projets présentés au Saconet 2025

Par R E.

Près de 100 projets sont présentés à la 5ème édition de la compétition Saconet 2025, ouverte dimanche à Oran, et dédiée à la mise en valeur et l'implémentation des technologies émergentes dans la pratique de la santé. Organisée par la Faculté des sciences exactes et appliquées de l'Université d'Oran 1, Ahmed-Ben Bella, en collaboration avec l'Agence thématique de recherche en sciences de la santé et de la vie (ATRSSV), cet événement organisé sous le slogan "Innovation en e-santé : les étudiants en technologie de la santé font la démonstration", a vu la présentation de projets de fin d'études par les étudiants de cette faculté dans la formation "Technologie en Santé". Les projets et posters présentés, tournent autour de logiciels, de plateformes, d'applications et aussi de systèmes intelligents dans le domaine de la santé, a indiqué à la

presse le Pr Benallem Allem, en marge de l'Ouverture de "Saconet 2025". "Cette année est très spéciale, car c'est une année ou nous célébrons la 1ère promotion sortante de la spécialité Technologie en santé, d'où le nombre important des projets présentés", a-t-il indiqué. Saconet s'impose aujourd'hui comme un rendez-vous incontournable pour tous les acteurs intéressés, de près ou de loin, par l'application des technologies dans des secteurs émergents à fort potentiel d'innovation. Cette édition aborde trois axes principaux, "Intelligence artificielle au service de la santé", "Applications mobiles au service de la santé" et "Numérisation du dossier médical du patient". "Cet événement vise à permettre aux étudiants de présenter leurs projets, recevoir des avis d'experts et de nouer des contacts professionnels. Il permet également aux professionnels de la santé de découvrir les dernières avancées technologiques et identifier de nouvelles

solutions pour améliorer la prise en charge des patients, et aux technologues d'échanger sur les enjeux de l'e-santé et collaborer sur des futurs projets", a-t-il souligné. Cette 5e édition, a-t-il ajouté, est l'occasion de découvrir les dernières avancées en e-santé conçues par les étudiants, à travers des démonstrations pratiques, les futurs professionnels de la santé présenteront leurs solutions innovantes dans les domaines de l'aide à la décision fondés sur l'utilisation des technologies émergentes dans les applications de santé, de l'intelligence artificielle et de la santé connectée. C'est un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui souhaitent s'immerger dans l'e-santé de demain. Plusieurs résultats sont attendus de cette manifestation de deux jours : valoriser l'innovation chez les étudiants, favoriser les échanges entre étudiants et professionnels de la santé, et promouvoir l'e-santé, entre autres, a-t-on souligné de même source.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

D’importants moyens mobilisés par l’État

Face à la recrudescence des incendies estivaux qui menacent chaque année les forêts, les cultures et la sécurité des citoyens, l’Algérie a officiellement lancé, hier dimanche, son dispositif aérien de lutte contre les feux de forêts pour la saison 2025. La cérémonie de mise en service, présidée par le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Ibrahim Merad, s’est tenue au siège de l’unité aérienne de la Protection civile à Dar El Beïda (Alger).

Par Mourad A.

Cette mobilisation marque le coup d’envoi d’un plan national de prévention et d’intervention de grande envergure, conçu pour éviter la répétition des drames survenus entre 2020 et 2022, lorsque le pays a payé un lourd tribut aux flammes. Le dispositif de cette année se distingue par une puissance opérationnelle renforcée. Il comprend 12 avions bombardiers d’eau de type AT-802, 6 hélicoptères multi-fonctions, 2 avions de reconnaissance et plusieurs appareils de grande capacité de l’Armée nationale populaire (ANP), tous placés en état d’alerte permanente. Ces moyens aériens sont stratégiquement répartis entre les aéroports d’Alger, Mostaganem, Béjaïa et Annaba, avec une capacité d’intervention modulable selon l’évolution des risques sur le terrain. Parmi les nouveautés majeures : l’intégration de drones de surveillance permet désormais une détection précoce des départs de feu, réduisant ainsi les délais d’intervention. En 2024, 746 largages d’eau avaient été réalisés grâce à ces moyens, contribuant significativement à la maîtrise de nombreux incendies. Pour 2025, l’objectif est clair :

réduire drastiquement la surface forestière brûlée et protéger les zones agricoles vitales. Au sol, plus de 20 000 agents de la Protection civile sont mobilisés, appuyés par 65 colonnes mobiles et 500 unités opérationnelles réparties sur l’ensemble du territoire national. Des détachements régionaux, ainsi qu’une flotte terrestre dotée d’engins spécialisés pour les interventions en milieu forestier, viennent compléter ce dispositif. La formation constitue un axe prioritaire : des accords de coopération ont été signés avec des pays étrangers, afin de renforcer la formation des pilotes anti-incendie et des équipes d’appui. L’Algérie vise ainsi une plus grande autonomie technique, avec pour ambition de ne plus dépendre de la location d’avions étrangers. Sous l’impulsion du président Abdelmadjid Tebboune, cette stratégie repose sur trois piliers : prévention, coordination et anticipation. Elle s’appuie sur une collaboration étroite entre la Direction générale de la Protection civile, les collectivités locales, les forces de sécurité (Police, Gendarmerie) et l’ANP. Lors de la cérémonie, le ministre Ibrahim Merad a souligné : « Ce dispositif est le

fruit d’une volonté politique forte. Il ne s’agit pas seulement d’éteindre les flammes, mais d’instaurer une culture de prévention et de vigilance qui doit irriguer toute la société algérienne. Chaque citoyen est un acteur clé dans cette lutte. La protection de notre patrimoine forestier est un impératif national ». Le ministre a également insisté sur l’importance du travail en réseau : « La coordination entre les wilayas, les différents corps de sécurité et les autorités locales est essentielle. C’est cette synergie qui nous permettra de répondre avec efficacité et rapidité aux menaces d’incendies ». Si l’État déploie des moyens sans précédent, l’efficacité de ce dispositif repose aussi sur la responsabilité citoyenne. Le ministre a appelé à une vigilance renforcée, au signalement rapide des départs de feu, au respect des consignes de sécurité et à la mobilisation communautaire, notamment via les associations locales. Karim Ben Fahsi, chargé de communication à la Direction générale de la Protection civile, a rappelé lors d’un passage à la télévision algérienne : « La lutte contre les incendies est un combat collectif. La population doit comprendre que sa vigilance et sa coopération

sont aussi importantes que la réactivité des services de secours. Nous encourageons la participation active de chacun, car c’est ensemble que nous pourrions protéger notre environnement et nos vies ». Cette lutte s’inscrit dans un plan estival global, qui comprend également la prévention des noyades, la sécurisation des centres d’examen scolaires et la réduction des accidents de la route. L’été 2025 est ainsi placé sous le signe de la sécurité intégrée, mobilisant les forces de l’ordre, la Protection civile et les services sanitaires. En filigrane, l’Algérie réaffirme sa volonté de développer une souveraineté nationale en matière de gestion des catastrophes naturelles. La professionnalisation des brigades aériennes, la spécialisation des techniciens et le renforcement des infrastructures logistiques en sont les principaux leviers. Le ministre Merad a conclu : « Nous ne voulons plus dépendre de l’étranger pour assurer notre sécurité face aux incendies. La formation de nos pilotes, l’amélioration de nos moyens technologiques et la modernisation de nos infrastructures sont les clés d’une lutte efficace et durable. L’Algérie est prête à faire face à cet enjeu crucial ».

VISANT LA CRÉATION DE 1000 PROJETS TECHNOLOGIQUES

Signature d’un partenariat pour le lancement d’un programme national d’incubation

Par Sirine R.

Une convention de partenariat tripartite a été signée, hier à Alger, entre le Fonds algérien des start-up, le Centre de recherche sur l’information scientifique et technique (CERIST) et l’entreprise DeepMinds. Elle vise le lancement d’un programme national d’incubation et d’accélération de projets technologiques émergents, avec pour ambition de créer 1 000 start-up technologiques à travers les wilayas du pays. Selon les explications fournies, ce programme a pour objectif de mobi-

liser plus de 600 millions de dollars de financements conjoints publics et privés d’ici 2029, pour le lancement de plus de 1 000 projets technologiques innovants dans toutes les régions du pays, consolidant ainsi la position de l’Algérie comme hub régional des technologies de pointe et des industries du futur. La convention a été signée par Rahabi Anis, directeur général du Fonds algérien des start-up, Pr. MOKHTARI Zouhir, directeur général du CERIST, et Haddou Abdennour, président du conseil d’administration de la société DeepMinds.

Lors de la cérémonie de signature qui s’est tenue au siège du CERIST, M. Mokhtari a souligné que le Centre, grâce à ses infrastructures (incubateur, accélérateur de projets, espaces de coworking, laboratoire, infrastructure cloud avancée) et son expertise, sera un partenaire actif dans la mise en œuvre de ce programme. Il a qualifié le projet de pas audacieux réunissant le savoir scientifique apporté par le CERIST, le financement assuré par le Fonds algérien des start-up, et l’expertise entrepreneuriale de DeepMinds. L’objectif est de contribuer à la réussite

de la stratégie nationale visant la création de 20 000 start-up d’ici 2029. De son côté, M. Rahabi a affirmé que ce nouveau cadre de coopération s’inscrit dans la continuité de l’engagement du Fonds à soutenir les start-up et à leur faciliter l’accès au marché. Il s’est dit satisfait de continuer à couvrir le capital-risque pour un nombre croissant de projets prometteurs. Quant à M. Haddou, qui a présenté sa société spécialisée dans l’accompagnement global des start-up, il a insisté sur l’importance de la souveraineté des données

dans ce partenariat. Toutes les données et informations utilisées dans le cadre du programme seront hébergées exclusivement en Algérie. Il a également affirmé que l’Algérie dispose de toutes les conditions nécessaires pour lancer des projets technologiques à vocation mondiale. Le programme ciblera en priorité les projets alignés avec les priorités nationales, notamment dans les domaines de la deep tech et de l’innovation d’avenir, tout en restant ouvert aux autres disciplines.

EN PRÉVISION DE L’ÉTÉ 2025

Sonelgaz met en service d’importants projets énergétiques

Par S R.

Dans le cadre de ses engagements liés à son plan d’action pour la préparation de l’été 2025, et afin de répondre à la forte demande en énergie durant cette période, le groupe Sonelgaz, à travers ses différentes filiales, a mis en œuvre un plan intégré couvrant la production d’électricité, ainsi que les réseaux de transport et de distribution, indique le Groupe dans un communiqué. Ce plan repose, précise la même source, sur la réalisation et la mise en service de nouvelles installations, ainsi que sur des

programmes de maintenance et de prévention des incendies de forêt, pour un budget global estimé à 168 milliards de dinars. Dans le domaine de la production, la filiale Sonelgaz – Production d’électricité a réussi à augmenter ses capacités de 1 172 mégawatts, portant ainsi la puissance totale installée disponible pour la période estivale à 27 333 mégawatts. S’agissant du transport de l’électricité, la filiale Sonelgaz – Transport d’électricité et gestionnaire du système électrique a réalisé six postes de transformation (220/400 kV et 60/220 kV), six stations haute tension fixes et deux stations mo-

biles, en plus de 35 lignes hautes tension s’étendant sur 945 km. En outre, dans le domaine de la distribution, la filiale Sonelgaz – Distribution a mis en place un réseau de 2 115 km de lignes de distribution ainsi que 622 postes de transformation moyenne et basse tension. Concernant les réseaux du Grand Sud, le plan a permis de restructurer et de renforcer le raccordement électrique de 19 zones réparties sur 10 wilayas : El Menia, Timimoun, Illizi, Djanet, Ouargla, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Tindouf, Tamanrasset (In Guezzam) et Ain Guezzam. Sonelgaz y a renforcé la production locale grâce à

trois turbines à gaz mobiles de 17 MW chacune, installées à Didedeb (Illizi), Bordj Badji Mokhtar, et In Zawaten (Ain Guezzam). Par ailleurs et dans le cadre de sa participation au programme national de prévention et de lutte contre les incendies de forêt, Sonelgaz a réalisé 870 tranchées coupe-feu et procédé à 346 486 opérations d’élagage. Enfin, Sonelgaz affirme maintenir la mobilisation continue d’équipes techniques multidisciplinaires pour assurer la continuité du service dans les meilleures conditions et intervenir rapidement en cas de perturbations dans l’alimentation.

HADJ 2025

Lancement du service de localisation des camps à Mina et Arafat via “Bawabetelhadj”

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a lancé, via le portail électronique +Bawabetelhadj+, un service permettant de localiser les camps à Mina et Arafat, au profit des pèlerins algériens concernés par la saison du Hadj 2025, indique, dimanche, un communiqué du ministère. "Le lancement du service de localisation des camps à Mina et Arafat vise à permettre au pèlerin de repérer facilement l'emplacement de son camp aux Lieux Saints, avec un simple clic sur le numéro du bureau auquel il appartient, apparent sur «Bawabetelhadj»", précise la même source. En cliquant sur le numéro du bureau, le pèlerin pourra, grâce à un lien de localisation via le service du Système mondial de positionnement +GPS+, repérer avec précision et exactitude l'emplacement de son camps, que ce soit à Arafat ou à Mina", conclut le communiqué.

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Lancement officiel du système « Jibayatik » dans quatre wilayas

La Direction générale des impôts a annoncé, hier, le lancement officiel du système d'information fiscal baptisé « Jibayatik », désormais opérationnel au niveau de six centres fiscaux de proximité répartis sur quatre wilayas. Selon le communiqué de la Direction, le déploiement du système concerne les centres fiscaux de Khemis Miliana dans la wilaya d'Aïn Defla, Cherchell dans la wilaya de Tipaza, Illizi dans la wilaya d'Illizi, ainsi que le centre de El Milia dans la wilaya de Jijel. Cette initiative s'inscrit dans le processus de numérisation de l'administration fiscale et vise à améliorer la qualité des services publics, précise la DGI dans un communiqué. Le nouveau système a pour objectif de simplifier les procédures fiscales au profit des contribuables, en leur permettant d'effectuer leurs déclarations fiscales et le paiement des taxes par voie électronique, favorisant ainsi la transparence, la rapidité de traitement et la réduction de l'usage du papier. Les personnes intéressées peuvent consulter davantage d'informations sur le système et les modalités d'inscription via le portail officiel de la Direction générale des impôts : « <https://mfdgi.gov.dz/portailpublic> ».

OCÉANS

L’ONU appelle à «investir massivement» dans l’économie bleue durable

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres a appelé à "investir massivement" dans l'économie bleue durable, à l'approche de la Journée mondiale de l'océan, insistant sur la préservation des milieux marins dans un contexte marqué par le changement climatique lié aux activités humaines. "Il nous faut investir massivement dans les sciences, la préservation du milieu marin et l'économie bleue durable et apporter un soutien beaucoup plus grand aux populations côtières, aux peuples autochtones et aux petits Etats insulaires en développement, qui sont déjà les plus touchés par les effets des changements climatiques", a indiqué M. Guterres, dans son message marquant cette Journée, célébrée le 8 juin de chaque année. Cependant, il évoque "des signaux de détresse" de l'océan, à l'image d'eaux encombrées

de plastique, l'effondrement des populations de poissons, la disparition des écosystèmes marins, la hausse des températures et la montée des eaux. A cet égard, et à l'approche de la troisième Conférence des Nations Unies sur les océans, prévue du 9 au 13 juin en France, le chef de l'ONU appelle à protéger la biodiversité marine, abandonner les pratiques qui causent des dommages irréversibles et tenir les promesses que recèle l'Accord portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Pour le SG de l'ONU, la prochaine Conférence sur l'océan "offre une belle occasion de faire avancer ces priorités et de permettre au monde de renouveler les engagements qu'il a pris en faveur de l'océan", qui couvre plus de 70 % de la planète.

Il demande à tous les Etats et à tous les partenaires, de tenir leurs promesses, de faire preuve d'ambition et de détermination, et d'allouer les ressources voulues. L'océan couvre plus de 70 % de la planète. Il produit au moins 50 % de l'oxygène de la planète et abrite la majeure partie de la biodiversité terrestre. Les océans absorbent environ 30 % du dioxyde de carbone produit par l'homme, atténuant ainsi les impacts du réchauffement climatique. Ils sont essentiels aussi à l'économie puisqu'on estime que 40 millions de personnes travailleront dans des industries qui leur sont liées d'ici à 2030. Toutefois, avec 90 % des populations de gros poissons déjà épuisées, et 50 % des récifs coralliens détruits, "nous prenons plus de l'océan que ce qui peut être reconstitué", selon l'ONU.

ROUTE RELIANT L'ÉCHANGEUR DU 5 JUILLET À KHERAICIA

Nécessité de livrer intégralement le projet dans les délais contractuels

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh, a visité, samedi, en compagnie du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, le site du projet de réalisation de la route reliant l'échangeur du 5 Juillet à Kheraicia, au niveau de la deuxième rocade, où il a insisté sur la nécessité de livrer intégralement le projet dans les délais contractuels, indique un communiqué du ministère. Ce projet de route s'étendant sur 10 km est "l'un des principaux axes devant décongestionner le trafic routier dans certaines communes de la capitale, dont El Achour, Draria et Baba Hassen, dans le cadre d'un plan global visant à développer le réseau routier et à améliorer les conditions de transport et de mobilité", selon le communiqué. Lors de cette visite, le ministre a inspecté les travaux réalisés au niveau des premier et deuxième tronçons du projet, dont la majeure partie a été achevée, et s'est enquis du lancement des travaux du troisième tronçon reliant les communes de Baba Hassen à Kheraicia. Il a, à cet égard, insisté sur "la nécessité d'accélérer la cadence des travaux par la mobilisation de tous les moyens matériels et humains afin de livrer le projet dans les délais contractuels". Il est actuellement "impossible de livrer les deux premiers tronçons séparément du troisième en raison du caractère intégré du projet", a affirmé M. Rekhoukh, soulignant que "toute livraison partielle ne ferait que concentrer la congestion routière sur d'autres points, ce qui est contreproductif". Ce projet intégré participe de "la stratégie du secteur des travaux publics qui vise à optimiser le trafic routier et à garantir des alternatives de mobilité flexibles et sûres, dans le cadre d'une approche

priorisant l'efficacité, la qualité et la durabilité", a expliqué le ministre. Mettant l'accent sur les principes d'efficacité dans la gestion des grands projets publics, M. Rekhoukh a appelé à "poursuivre la coordination entre

les différents intervenants afin d'assurer un avancement harmonieux des travaux permettant la livraison de ce projet dans les meilleures conditions au service des citoyens".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 29 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Mai 2025

Produits		Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ¹ DA / Kg دج / كلف			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	62	69	55	البطاطا
	Tomate	74	86	63	الطماطم
	Oignon sec	44	51	37	البصل الجاف
	Ail vert	138	156	120	الثوم الخضراء
	Carotte	79	87	70	الجزر
	Navet	92	102	82	لفت
	Petit pois	190	212	169	الجبانة
	Fève verte	91	101	81	القول الاخضر
	Courgette	73	83	64	الكوسة
	Haricot vert	181	200	162	الفصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	109	121	97	الخس
	Pomme locale	436	510	361	التفاح المحلي
	Datte	552	684	419	التمر
	Banane	419	428	409	الموز
	Fraise	262	295	229	الفراولة
	Melon	130	144	115	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	96	68	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1759	1895	1622	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	351	362	339	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,73	-0,83	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 416,00	1420,00	0,28	0,40	1,01	0,00	-	1000	1 420 000,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	2,19	6,56	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6113	14 059 900,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,52	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,10	-4,29	2,03	-	0	0,00

AVEC UNE CAPACITÉ DE 25,3 MILLIONS DE TONNES/AN

L’Algérie, leader africain du GNL

Au cœur d’une compétition énergétique de plus en plus intense, l’Algérie s’impose en 2025 comme le premier acteur africain en matière de capacité d’isolation du gaz naturel liquéfié (GNL), avec une capacité totale de 25,3 millions de tonnes par an (Mtpa). Ce leadership s’inscrit dans un contexte continental en pleine transformation, marqué par une montée en puissance des projets de liquéfaction, alors que l’Afrique affirme progressivement sa place dans le marché mondial du GNL.

Par Mourad A.

Selon un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la capacité d’isolation de GNL sur le continent a atteint 77,3 Mtpa au début de l’année 2025, en hausse par rapport aux 75 Mtpa enregistrés fin 2024. Ce bond est en grande partie lié à l’entrée en production de la première phase du projet Tortue Ahmeyim, situé au large de la Mauritanie et du Sénégal, avec une capacité initiale de 2,3 Mtpa. L’Algérie, forte d’une infrastructure historique dans le domaine du gaz, maintient la première place continentale grâce à quatre installations majeures réparties entre Skikda et Arzew, exploitées par la compagnie nationale Sonatrach. Dans la zone industrielle d’Arzew, les complexes GL1Z et GL2Z comptent chacun six unités de production, avec des capacités respectives de 7,9 et 8,2 Mtpa, tandis que le complexe GL3Z dispose d’une unité de 4,7 Mtpa. De son côté, Skikda contribue avec une unité de 4,5 Mtpa, portant l’ensemble à 25,3 Mtpa, un volume qui permet à l’Algérie de devancer le Nigeria sur ce segment stratégique. Le Nigeria, deuxième producteur africain de GNL, affiche une capacité de 22,2 Mtpa, concentrée dans le complexe NLNG sur l’île de Bonny. Ce site regroupe six trains de liquéfaction, dont trois à 3,3 Mtpa chacun (T1 à T3), deux à 8,2 Mtpa (T4 et T5 ensemble), et un dernier de 4,1 Mtpa

(T6). En troisième position, l’Égypte détient une capacité de 12,2 Mtpa, répartie entre la station de Damiette (5 Mtpa) et celle d’Idku (7,2 Mtpa via deux unités de 3,6 Mtpa chacune). Toutefois, les difficultés rencontrées par l’Égypte sur le plan de la production nationale, tombée à son plus bas niveau en neuf ans l’ont contrainte à reprendre les importations de GNL à partir de juin 2024, totalisant près de 4 Mt importés en onze mois, jusqu’en avril 2025. Malgré l’augmentation des capacités, les exportations africaines de GNL ont reculé, atteignant 38,85 Mt en 2024 contre 41,32 Mt en 2023, selon le rapport annuel MENA and Global LNG Markets 2024. Ce recul s’est poursuivi au premier trimestre 2025 avec 8,88 Mt exportés, contre 9,93 Mt à la même période de l’année précédente. Deux facteurs majeurs expliquent cette tendance : la baisse des exportations algériennes et le basculement de l’Égypte vers l’importation. Dans ce contexte, le Nigeria est devenu le principal exportateur africain de GNL au premier trimestre 2025 avec 3,43 Mt, suivi de l’Algérie avec 2,24 Mt. Alors que l’Algérie et le Nigeria occupent toujours le devant de la scène dans le secteur du gaz naturel liquéfié en Afrique, le continent connaît une véritable dynamique d’expansion, marquée par l’émergence progressive d’autres acteurs. L’Angola s’appuie sur son installation unique "Angola LNG" pour contribuer à

cette montée en puissance, tandis que la Guinée équatoriale s’inscrit dans cette tendance grâce à la station "EG LNG". Depuis 2022, le Mozambique s’est imposé comme un nouveau venu ambitieux avec l’entrée en service du projet offshore flottant Coral South, piloté par la société italienne Eni. Le Congo, bien que disposant d’une capacité plus modeste, fait partie de cette vague de pays africains qui misent sur le GNL pour renforcer leur présence énergétique à l’échelle mondiale. Quant à la Mauritanie et au Sénégal, ils ont franchi un cap décisif avec la mise en service du projet Tortue Ahmeyim début 2025, lequel a permis à la Mauritanie de rejoindre pour la première fois le cercle restreint des nations exportatrices de gaz naturel liquéfié. Cette accélération des projets à travers le continent dessine les contours d’une Afrique gazière plus structurée et résolument tournée vers les marchés internationaux. D’ici à 2050, la capacité de liquéfaction du GNL en Afrique pourrait représenter 19 % de la capacité mondiale estimée à 1.004 milliards de tonnes par an, en grande partie grâce à des projets d’envergure prévus au Mozambique, au Nigeria, en Mauritanie et au Sénégal. À l’échelle mondiale, selon les prévisions de l’OAPEC, la capacité totale de liquéfaction pourrait atteindre 515,6 Mtpa d’ici fin 2025, sous l’effet des extensions en Afrique, mais aussi en Amérique du Nord.

AÏD EL ADHA

Le ministère de la Santé met en garde contre les risques du kyste hydatique

Par R E.

Le ministère de la Santé a mis en garde, dimanche dans un communiqué, les citoyens contre les risques de contracter le kyste hydatique lors du sacrifice lié à l’Aïd El Adha. "Le ministère de la Santé invite tous les citoyens qui accomplissent le rituel du sacrifice au respect de certaines précautions pour éviter tout risque de contamination", précise le communiqué. A cet effet, le ministère exhorte les citoyens à "prendre toutes les dispositions pour faire contrôler le mouton sacrifié par le vétérinaire", mais dans le cas où le contrôle n’est pas possible, il recommande d’"examiner avec précaution les abats (foie, poumons, cœur) et les autres viscères du sacrifice à la recherche des kystes ou vésicules (boules d’eau)". Il recommande également, d’"enlever les kystes s’il s’agit d’un ou de deux kystes, en prenant les précautions pour ne pas les percer". En cas d’une grande infestation (plusieurs kystes étendus), "il faut détruire l’organe en l’enterrant profondément (50 cm) ou en l’incinérant et ne pas le jeter avec les ordures ménagères (ce qui constitue de la nourriture pour les chiens errants), bien bouillir les abats", ajoute-t-on de même source. Le ministère déconseille, par ailleurs, d’"abandonner dans la nature les organes du sacrifice, particulièrement les abats qui portent des boules d’eau, appelant à nettoyer et désinfecter les lieux d’abattage par de l’eau de javel 12 diluée au 1/10 (01 dose d’eau de javel 12 pour 09 doses d’eau) et collecter l’ensemble des déchets dans des sacs étanches, ne les déposer que dans les endroits dédiés (poubelles) et les faire sortir pendant les horaires d’enlèvements des déchets". D’autre part, le ministère rappelle les règles d’hygiène élémentaires, appelant à se laver les mains avant et après les repas, laver les légumes avant leur consommation, se laver les mains après avoir caressé les animaux. Le kyste hydatique ou hydatidose est une maladie parasitaire, contagieuse, caractérisée par le développement chez l’homme, le plus souvent au niveau du foie ou du poumon, de la forme larvaire d’un ver appelé Taenia ou Echinococcus granulosus, rappelle le ministère, précisant que cette maladie qui est asymptomatique à son début n’est le plus souvent diagnostiquée qu’au stade de complications (apparition de kystes dans les organes) et nécessite alors une intervention chirurgicale souvent lourde et complexe.

LE PRÉSIDENT DE L’APOCE L’A SOULIGNÉ

«La protection du pouvoir d’achat est une responsabilité collective»

Par R E.

La protection du pouvoir d’achat du citoyen n’est pas du seul ressort de l’autorité publique, mais une affaire de société qui nécessite une concertation entre les institutions officielles et la société civile», a estimé le président de l’Association de protection et d’orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi. Participant à une rencontre régionale à Annaba qui a réuni des représentants d’associations de protection des consommateurs venus de 17 wilayas, aux côtés de responsables de l’entreprise Algérie Télécom, pour soulever les préoccupations des clients et améliorer la qualité du service qui leur est dû, M. Zebdi a indiqué que l’APOCE

est «très proche du citoyen de par sa présence sur le terrain et sa capacité à suivre ses préoccupations quotidiennes, tout en proposant des solutions concrètes pour l’organisation et la stabilité du marché». Il a ajouté que la protection du pouvoir d’achat, qui «commence par la prise de conscience de l’importance de la planification financière et de la consommation responsable», se concrétise par «une participation consciente du citoyen à travers la surveillance du marché, la dénonciation des abus et le soutien des initiatives de la société, outre l’accompagnement des pouvoirs publics dans le processus de réforme économique et sociale». La délégation de la direction générale d’Algérie Télécom, formée de responsables des services commerciaux et

techniques et des relations avec la clientèle, a apporté des éclaircissements et des réponses aux différentes préoccupations soulevées, notamment celles liées aux interruptions de service et à la mauvaise couverture dans certaines zones. La volonté de l’entreprise d’améliorer la qualité des services fournis aux citoyens et la généralisation de l’utilisation de la technologie de la fibre optique, ainsi que le lancement de nouveaux services numériques, a également été souligné. La rencontre a donné lieu à la projection de vidéos présentant les missions et les réalisations d’Algérie Télécom, ainsi que les efforts de l’APOCE en matière de sensibilisation, notamment à travers l’organisation de sondages d’opinion en collaboration avec les as-

sociations de la société civile pour améliorer le service public et protéger les droits des consommateurs. Cette rencontre régionale a été sanctionnée par plusieurs recommandations visant à «renforcer l’inclusion numérique», à «améliorer les mécanismes de communication avec les citoyens » et à «réfléchir à des solutions proactives aux problèmes techniques récurrents». La rencontre s’inscrit dans le cadre d’une série de rencontres régionales organisées par l’APOCE en coordination avec Algérie Télécom pour promouvoir la culture de la qualité et renforcer les mécanismes de gouvernance participative dans l’intérêt du citoyen, et en adéquation avec la transformation numérique dans le pays.

ORAN

65 agriculteurs
bénéficient des eaux
épurées de la STEP
d’El-Kerma

Plus de 65 agriculteurs du périmètre de M'leta, situé au sud d'Oran, bénéficieront des eaux épurées de la station d'épuration des eaux usées d'El-Kerma, au titre de la campagne d'irrigation 2025, a-t-on appris auprès de la directrice locale des ressources en eau, Nassima Tahri. "La campagne d'irrigation 2025 s'annonce prometteuse pour le périmètre agricole de M'leta, avec un total de 65 souscripteurs enregistrés à ce jour", a-t-elle souligné, ajoutant que ces agriculteurs bénéficieront des eaux épurées issues de la station de traitement des eaux usée d'El-Karma, qui produit actuellement 60.000 mètres cubes d'eau/jour. La saison d'irrigation s'étend généralement du mois d'avril à septembre, période durant laquelle les besoins en eau sont les plus importants pour les cultures. Grâce à ce projet, les agriculteurs de la région peuvent sécuriser leurs productions tout en préservant les ressources en eau conventionnelles. Géré par l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID), ce projet emblématique dans la wilaya d'Oran en matière de réutilisation des eaux usées à des fins agricoles, repose sur la valorisation des eaux usées traitées par la station d'épuration d'El-Kerma, actuellement en cours de réhabilitation, pour porter sa capacité au seuil théorique, à savoir 270.000 m3/jour. Pour rappel le projet d'irrigation a été lancé en 2018 pour utiliser les eaux traitées de la station d'El-Kerma pour l'irrigation de plus de 6.000 hectares de terres agricoles dans la plaine de M'leta, couvrant les communes de Boufatis, Tafraoui et Oued Tlelat.

TLEMCEN

Une production de plus de 176.000 quintaux
de céréales attendue

Une production de plus de 176.600 quintaux de céréales est attendue dans la wilaya de Tlemcen, au cours de la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours, a-t-on appris auprès des services agricoles.

Le chef du bureau d'organisation de la production et de l'appui technique, Kamel Othmani a précisé à l'APS que cette campagne, qui sera lancée au début du mois de juin, devra permettre la récolte de plus de 47.204 quintaux de blé dur, plus de 33.082 quintaux de blé tendre, plus de 94.518 quintaux d'orge et plus de 1.825 quintaux d'avoine. La superficie totale emblavée en céréales cette saison s'élève à 68.300 hectares, répartie comme suit : 42.920 hectares d'orge, 16.065 hectares de blé dur, 7.708 hectares de blé tendre, 1.604 hectares d'avoine et 2 hectares de

triticale, selon la même source, qui précise que la superficie programmée pour la moisson est estimée à plus de 22.000 hectares. Il convient de noter que pour cette campagne, 336 moissonneuses-batteuses, plus de 5.000 tracteurs et d'autres équipements ont été mobilisés. En outre, 21 points de collecte relevant de la Coopérative des céréales et de légumes secs de Tlemcen ont été mis à disposition, avec une capacité d'accueil globale de 2,03 millions de quintaux, en plus de 8 centres de stockage intermédiaire récemment ajoutés dans la wilaya, chacun ayant une capacité de

50.000 quintaux. La direction des services agricoles a également pris une série de mesures préventives pour éviter les incendies dans les zones céréalières, notamment la mise en œuvre d'un plan de lutte contre les incendies en coordination avec les directions des forêts, de la protection civile et les chefs des circonscriptions agricoles. Une campagne de sensibilisation a également été lancée à destination des agriculteurs pour les inciter à labourer une bande de 3 mètres entre les cultures céréalières, les routes, les forêts et les lignes ferroviaires, selon le même responsable.

EL-OUED

Des prévisions optimistes de récolte de triticale attendue cette saison

La campagne de moisson du triticale, céréale hybride entre l'orge et le seigle, a été lancée dans la wilaya d'El-Oued avec des prévisions "optimistes", ont estimé samedi les responsables de la Chambre locale de l'agriculture. Prévue sur une superficie de 1.000 hectares, cette production est actuellement destinée à la fabrication d'aliments de bétail, et sera appelée dans le futur à être exploitée dans l'agroalimentaire, a affirmé le président de la Chambre, Djelloul Oth-

mani, en marge du lancement de la campagne de moisson dans une exploitation à El-Hedhoudi, commune d'Ourmes (15 km Nord-ouest d'El-Oued). Cette campagne cible, dans sa première phase, des superficies cultivées dans la commune d'Ourmes, représentant 30% de la superficie globale dédiée à ce genre cultural, et sera poursuivie par la suite dans les autres exploitations productrices de la wilaya, a-t-il expliqué. Selon M. Othmani, la Chambre de l'agriculture

envisage, à la lumière des résultats encourageants obtenus en la matière, d'arrêter un programme de sensibilisation et d'orientation pour inciter les agriculteurs à adhérer à ce projet de culture céréalière, en vue d'accroître les capacités productrices en la matière. Approché par l'APS, l'agronome Ahmed Allali a affirmé que la culture du triticale a été menée, cette saison, dans les communes d'Ourmes, Hassi-Khelifa, Hassani-Abdelkrim, Guemmar, Reguiba et Kouinine, et

sera étendue, la saison prochaine, aux autres communes agricoles de la wilaya. Un rendement oscillant entre 90 à 110 QX/ha de triticale avait été obtenue la saison écoulée dans la wilaya d'El-Oued, en dépit de la pauvreté des sols cultivés. Le triticale constitue une céréale fourragère à haute valeur nutritive, pouvant aussi être utilisée pour l'alimentation humaine en lui ajoutant 40% de farine de blé dur, a expliqué M. Allali.

BLIDA

Lancement ”prochain” des travaux d’extension du CET d’Ain Romana

Les travaux d'extension du Centre d'enfouissement technique (CET) d'Ain Romana, à l'Ouest de Blida, seront lancés prochainement, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de l'environnement. Les travaux d'extension de ce CET d'Ain Romana, dont le taux de saturation est estimé à 300 %, visent la réalisation d'une nouvelle tranchée de près de deux (2) hectares, destinée à accueillir les déchets des communes de la partie-Ouest de la wilaya, soit Mouzaia et Ain Romana, a indiqué, à l'APS, le directeur du

secteur, Ouahid Tchachi. Ce projet, doté d'une enveloppe de 70 millions de DA, va également permettre de réduire la pression sur le CET d'Oued El Alleug, ayant bénéficié dernièrement d'une opération d'extension qui lui a permis de porter sa capacité d'accueil à un (1) million de mètres cubes de déchets. "Le projet d'extension du CET d'Ain Romana sera livré avant la fin de l'année en cours", selon le directeur de l'environnement. Par ailleurs, le même responsable a souligné que les études relatives à la réalisation de deux (2) nouveaux

centres de tri, de traitement et de valorisation des déchets ménagers, d'une capacité de 1000 tonnes/ jour chacun, sont en phase de finalisation, en vue du lancement des deux projets dans les plus brefs délais, à l'Est et à l'Ouest de la wilaya. Pour rappel, la wilaya de Blida produit près de 1100 tonnes de déchets/jour, qui sont traités au niveau de sept (7) sites d'une capacité allant de 350 à 450 tonnes, lesquels enregistrent actuellement un taux de saturation variant entre 120 % et 300 %, selon les données de la direction de l'environnement.

OUM EL-BOUAGHI

Lancement prochain des travaux d’ouverture de 25 km de pistes agricoles

Les travaux d'ouverture de 25 km de pistes agricoles seront prochainement lancés à travers plusieurs communes de la wilaya d'Oum E Bouaghi, a-t-on appris samedi auprès du chef du service d'aménagement rural, de promotion et de l'investis-

sement à la Direction locale des services agricoles. M. Ferhat Henk a précisé à l'APS que l'ouverture de ces pistes retenue pour la wilaya au titre du programme du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'exercice 2025 mobilise une en-

veloppe financière estimée à 60 millions DA. Ces opérations bénéficient aux régions rurales des communes d'El Amiria, Ouled Hamla, Ain Zitoune, Ain Babouche, Berrich, Zorg, F'kirina, Bir Chouhada et d'Ouled Zouai, selon la même source. Ce type

d'opérations a pour objectif de désenclaver les exploitations agricoles et de faciliter l'accès des agriculteurs à leurs terres, selon le même cadre qui a rappelé que 18 km de pistes agricoles ont été ouverts à travers la wilaya de 2019 à 2022.

NÂAMA

Un programme culturel et récréatif varié pour célébrer
la Journée mondiale de l’enfance

Diverses activités artistiques, culturelles et récréatives ont été programmées au niveau des établissements culturels de la wilaya de Nâama, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, célébrée le 1er juin, a-t-on appris, samedi, du directeur de la Culture et des Arts, Mohamed Gam-moumia. Le Théâtre régional M'hamed-Benguettaf abritera, à cette occasion, des spectacles artistiques et théâtraux destinés aux enfants, du 1er au 16 juin, avec la participation de l'Association du rayonnement culturelle de

Maghnia (Tlemcen), qui présentera la pièce " Le maître et l'élève", la troupe "Erricha" de Relizane avec le spectacle "Promenade en couleurs", l'Association Joussour (Passerelles) des arts culturels de Saïda avec " La ruse du renard", ainsi que l'association "Choumoue" de Nâama, qui présentera la ma pièce "Le lien de l'amitié", a précisé le même responsable. Par ailleurs, une exposition d'expériences scientifiques et de créations d'enfants sera organisée à l'annexe de la Maison de la Culture Baghdadi-Belkacem d'Aïn Sefra. Cette activité est

mise en place par le même établissement culturel en collaboration avec l'Association Le Petit Lecteur. La célébration de cette Journée mondiale présente également une opportunité pour promouvoir la lecture chez les enfants, à travers l'organisation par la direction de la Culture et des Arts de diverses activités à la Maison de la Culture Ahmed-Chami de Nâama et au cinéma El-Amel de Mecheria. Le programme comprend aussi des expositions de livres, des contes (hakawati), des ateliers de calligraphie arabe, de

dessin et de travaux manuels, selon la même source. De son côté, la Direction de l'Action sociale de la wilaya organisera demain (dimanche) des activités récréatives à la Maison de l'enfance assistée, en l'honneur des enfants et des personnes aux besoins spécifiques. Le programme comprendra des animations de divertissement, avec la participation de troupes de chants religieux (inchad), ainsi que l'organisation d'une sortie de détente au parc de loisirs et de divertissement de Nâama, a-t-on fait savoir de même source.

IA GÉNÉRATIVE

Les GAFA intermédiés à leur tour ?

3 %. C'est ce que représente (déjà) la part du trafic générée par les IA génératives comme ChatGPT (86 %) et DeepSeek (3 %) face aux moteurs de recherche traditionnels.

Par Cyril Vart, EY Fabernovel

Cette étude de OneLittle-Web (avril 2025) montre que si nous sommes encore en bas de la courbe d'adoption, c'est l'usage des IA qui a probablement le plus de chance de démanteler les GAFA que les régulations (et tous les procès liés) elles-mêmes. Ce nouvel usage réouvre le jeu des grands monopoles technologiques. Et pour cause, la recherche traditionnelle, avec son lot de scroll, ses liens bleus et clics associés, s'efface progressivement au profit des usages des moteurs de réponse. Cela peut paraître anodin, mais c'est finalement tout le modèle qu'ont bâti les GAFA qui est aujourd'hui remis en question. Là où l'on effectuait une recherche sur un moteur pour l'achat d'une voiture par exemple, il fallait naviguer sur des dizaines de résultats et autant de clics sur des sites, quand l'assistant génératif donne une réponse et la recommandation adaptée directement. La bascule ? Ces nouvelles recherches échappent à l'exposition publicitaire, base du modèle économique. Tous les signaux sont au vert pour que ces usages continuent de se développer

massivement, on l'a vu d'ailleurs dans les investissements étrangers en France l'année passée dans le baromètre EY de l'Attractivité, où l'IA est un des secteurs qui comptabilisent le plus de projets ou encore les milliards annoncés à Choose France – surtout orientés sur la capacité (data centers) à opérer en France et en Europe.

Intermédiation, vice repetita ?

Si les GAFA ont intermédié les médias, nous n'avons jamais été aussi proche qu'ils le soient à leur tour. Dans un nouveau monde où les boomers continueront peut-être à utiliser uniquement la recherche traditionnelle, les nouvelles générations uniquement le génératif et les générations intermédiaires un peu des deux usages... Le modèle des géants est chamboulé. Pourquoi ? Ils ont basé leur business sur un déploiement mondial et unique de produit ou service où « faire de la dentelle » n'existe pas ou peu, à l'exception peut-être de la variable tarifaire adaptée au pouvoir d'achat du pays où ils opèrent. Devoir créer, opérer et maintenir de nouveaux systèmes, gourmands en infrastructures et investissements, tout en conservant les anciens pour répondre à cette « généralisation » du web est plutôt

contre nature. Mais il est certain que les géants vont se battre pour ne pas voir partir usages et données, cœur de leur réacteur. L'annonce du déploiement généralisé d'AI Overview faite à la conférence développeur I/O en est l'illustration parfaite : elle n'annonce pas la mort de sa poule aux œufs d'or mais un premier moyen d'essayer d'éviter la fuite des usages sans changer profondément son interface de recherche traditionnelle et continuer ainsi de démontrer aux annonceurs que son inventaire publicitaire est toujours le plus attractif. Satisfaire, sur un marché fragmenté, plusieurs usages et générations en une plateforme n'est-il pas un trop grand écart ? C'est peut-être le passage nécessaire (rappelons que nous sommes encore en bas de la courbe d'adoption) avant que les usages ne changent complètement et pouvoir à terme, propulser Gemini, l'assistant génératif de Google.

Un modèle économique à trouver

Outre la question du coût environnemental et du nombre de litres d'eau par requête, une autre grande question demeure : quel modèle économique derrière les moteurs d'IA générative ? Les abonnements ont été le premier levier

mais force est de constater que le modèle n'est pas rentable pour les moteurs grand public. Est-ce que la publicité refait son apparition dans les résultats de réponses ? C'est une forte possibilité. Quand je chercherai mes nouvelles sneakers, les annonceurs payeront peut-être pour figurer dans les trois premières réponses voire pour être la marque suggérée ? Une chose est sûre, tant que le modèle économique n'est pas trouvé et que la nouvelle interface IA générative pas entièrement arrêtée, la place est grande ouverte pour les nouveaux entrants... et pas que pour les géants de la Tech, mais aussi pour les marques fortes qui pourraient lancer leur IA agentique. Une façon d'arriver en tant que spécialiste, proposer une valeur ajoutée et une finesse de réponse qui dépasse celle des IA généralistes. Évidemment, une façon de retrouver ce que les modèles propriétaires et non interopérables des GAFA ne pouvaient plus permettre : ré-intermédiaire en ligne sa relation avec le client, pour être le point de contact unique et collecter de nouveau de la donnée utile précédemment laissée aux moteurs de recherche et autres grands réseaux sociaux.

Source : <https://www.actuia.com> ; 21/05/2025

«Sans inclusion, pas de performance économique en Europe»

Par Christophe Margaine(*)

Dans un monde en mutation, l'inclusion devient un levier stratégique. Elle mobilise les talents, stimule l'innovation et renforce la performance des organisations. À l'échelle européenne, des initiatives comme EPBN-WISE illustrent la volonté de bâtir un monde du travail plus juste et durable. L'inclusion permet de valoriser pleinement le capital humain des organisations, en mobilisant les talents, les compétences et les énergies de chacun-e et améliore les résultats financiers et opérationnels. L'inclusion permet de mobiliser des profils variés, des points de vue différents, des expériences multiples. Elle nous rend plus agiles et capables de créer des solutions innovantes et saisir les opportunités inattendues. L'inclusion requiert la création d'un cadre de travail bienveillant, équitable, permettant à chacun d'être soi-même, et propice au développement des compétences individuelles. Un tel environnement favorise l'engagement, le dépassement de soi, et la performance collective. Les organisations doivent à la fois favoriser l'inclusion et célébrer la diversité. La diversité est un fait. L'inclusion est un acte volontaire de l'organisation. Dans ce contexte, les entreprises jouent un rôle déterminant. Les actions interprofessionnelles, notam-

ment celles de L'Autre Cercle et de l'European Pride Business Network (EPBN) sont essentielles pour leur permettre de tirer le meilleur parti de leur capital humain en suggérant des initiatives, des bonnes pratiques. Chaque action en faveur d'une minorité potentiellement exclue a des répercussions positives sur l'ensemble des autres populations. Ces investissements pro-diversité sont donc particulièrement rentables.

Une action paneuropéenne en faveur de l'inclusion des personnes LGBTQIA+

Le projet européen EPBN-WISE (Workplace Inclusion for a Sustainable Europe) s'inscrit pleinement dans cet objectif de renforcer les capacités des associations européennes pour accompagner les organisations vers un monde du travail plus inclusif. L'événement du 9 mai à Varsovie a célébré 25 rôles modèles européens devant plus de 200 participant-es, venant de 15 pays différents, du monde professionnel (40 entreprises représentées), de la société civile (22 NGO représentées). Les partenaires du projet ont manifesté leur soutien aux politiques d'inclusion et ont clairement énoncé l'aspect indissociable de politique de DEI pour accompagner la performance. Les soutiens de la Commission européenne et du Parlement européen à ce projet sont des signaux forts et visibles que l'Europe réaffirme

ses valeurs de respect, dignité, humanisme et justice.

Cinq associations européennes unies autour de quatre actions

Le projet EPBN-WISE est un exemple concret et fort de cette union européenne, fière de ses valeurs, qui soutient concrètement quatre actions à travers une collaboration de 5 associations référentes. Ce projet met en lumière le rôle essentiel des rôles modèles dans le monde du travail, s'appuie sur un programme de mentorat, lance un sondage unique sur les micro-agressions dans le monde du travail, et développe des outils de formation. Pour citer le philosophe Alain, « Le secret de l'action, c'est de s'y mettre ». C'est exactement l'ADN de l'EPBN et de L'Autre Cercle.

2025 : l'Europe forte, fière, inclusive dans un monde en plein chaos

Ces moments de partage, de célébration sont essentiels pour ne pas se laisser entraîner dans le tourbillon de l'anxiété et du repli sur soi que peuvent susciter le retour des rhétoriques déshumanisantes un peu partout dans le monde. Nous devons rester unis dans la diversité. L'Europe a une opportunité unique de montrer sa différence et de renforcer sa cohésion. Hormis la Hongrie qui continue à plonger dans la régression sociale,

avec notamment l'interdiction de la marche des fiertés, il faut apprécier les tournants positifs pris par la Roumanie lors de leur élection présidentielle du 18 mai, et par l'espoir créé en Pologne qui sera à suivre lors de leur élection présidentielle du 1er juin. Également, la récente décision en Italie de la Cour constitutionnelle de reconnaître légalement les deux mères d'un couple homoparental d'un enfant né en Italie d'une procréation médicalement assistée (PMA) réalisée à l'étranger est une victoire. De plus, l'ouverture du mois européen de la diversité, initié le 29 avril par la Commission européenne, par des témoignages des entreprises en soutien à la DEI était un signal fort de soutien à l'inclusion. Oui, la pluralité des singularités est délicate à gérer, mais le résultat dépasse largement la peine qu'on se donne pour l'accepter. Ceux qui la pratiquent avec authenticité ont d'emblée une longueur d'avance sur leurs concurrents. Ensemble, faisons de cette diversité une chance, une richesse, et un moteur de performance durable.

(*)Administrateur de European Pride Business Network (EPBN), Chef de projet EPBN-WISE (Workplace Inclusion for a Sustainable Europe), et Porte-parole international de L'Autre Cercle.

la tribune.fr, publié le 01/06/25 à 07:45

FACTURATION
ÉLECTRONIQUE
OBLIGATOIRE EN
TUNISIE

Les entreprises
sommées
d'adhérer avant
juillet 2025

La Direction générale des impôts (DGI) a appelé, dans un communiqué publié ce samedi, l'ensemble des entreprises tunisiennes non encore enregistrées au système de facturation électronique à régulariser leur situation dans les plus brefs délais. Cette injonction intervient à l'approche de l'entrée en vigueur des sanctions prévues pour juillet 2025, en cas de non-conformité. Selon la DGI, l'adhésion doit se faire via la plateforme de Tunisie TradeNet (TTN), la société en charge de la gestion technique du système. Ce rappel s'adresse tout particulièrement aux entreprises opérant dans des secteurs sensibles ou en relation avec les institutions de l'État.

Une obligation légale étendue à
plusieurs catégories

Les opérations de vente de médicaments et d'hydrocarbures entre professionnels (à l'exception des commerçants de détail). Cette réforme, inscrite dans la dynamique de digitalisation et de transparence des échanges fiscaux, vise à améliorer le suivi des transactions commerciales, lutter contre la fraude et simplifier les procédures administratives. Elle s'inscrit également dans les engagements de la Tunisie en matière de modernisation fiscale et de gouvernance.

Un compte à rebours enclenché

À un mois de l'entrée en vigueur des mesures coercitives, la DGI invite les entreprises concernées à ne pas attendre le dernier moment pour se mettre en conformité. Le non-respect de cette obligation à partir de juillet 2025 pourrait entraîner des sanctions financières et administratives, dont les détails seront précisés dans les textes d'application à venir. La Direction recommande aux entreprises de se rapprocher du Centre d'information fiscale à distance ou de contacter Tunisie TradeNet (TTN) par courrier électronique, pour obtenir assistance et précisions techniques sur les modalités d'adhésion. Ce rappel s'inscrit dans la continuité des efforts de l'administration tunisienne pour rendre plus fluide, traçable et équitable le système fiscal, tout en renforçant la confiance entre l'État et les contribuables. Reste à voir si les entreprises tardives accéléreront leur mise en conformité d'ici la date butoir.

EGYPTE

Lorax et 3 nouveaux investisseurs entrent au capital de lafintech MDP

Ce renforcement du capital intervient dans un contexte d'essor des paiements numériques dans la région MENA, avec un taux d'inclusion financière en hausse en Egypte.

La société égyptienne Masria Digital Payment (MDP), active dans les solutions de paiement numérique et le traitement de paiement, a ouvert son capital à quatre nouveaux investisseurs institutionnels. Il s'agit de la firme de privateequity basée en Egypte, Lorax Capital Partners, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Société financière internationale (SFI) et de Proparco. Le montant de la transaction ainsi que les parts acquises par ces investisseurs n'ont pas été divulgués. L'objectif de ce partenariat est de soutenir l'expansion régionale de MDP, principalement en Afrique et au Moyen-Orient (MENA). Lorax Capital Partners mettra à profit son expertise dans les services financiers pour accompagner la croissance de l'entreprise. Fondée en 2003, MDP dessert actuellement plus de 200 banques et 60 fintech en Afrique et au Moyen-Orient avec ses solutions de paiement, allant de l'émission au traitement des cartes, en passant par des solutions numériques. Elle revendique à ce jour, le traitement de plus d'un milliard de transactions et l'émission de plus de 350 millions de cartes, dans plus de 40 pays. Son CEO, Ahmed Nafie, considère cette opération comme un levier pour renforcer les capacités de traitement de l'entreprise et accélérer son déploiement régional. « Grâce au soutien de Lorax et d'un groupe d'investisseurs institutionnels internationaux, nous sommes positionnés pour accélérer notre expansion, renforcer nos capacités de traitement et étendre nos opérations en Afrique, au Moyen-Orient et



au-delà », a assuré Ahmed Nafie. Les actions reprises par Lorax et ses partenaires ont été cédées par AfricInvest. La société panafricaine de privateequity est entrée au capital de MDP en 2020 via son véhicule Maghreb PrivateEquityFund IV, orienté vers les entreprises nord-africaines à fort potentiel régional. Sans préciser les rendements obtenus à la sortie, AfricInvest indique avoir accompagné MDP sur les volets stratégique et opérationnel, et facilité l'accès à son réseau couvrant 38 pays africains. L'investisseur souligne également avoir soutenu plusieurs initiatives ayant renforcé la position de MDP dans le secteur de la fintech. Tout au long de son investissement, AfricInvest a piloté des améliorations opérationnelles, des partenariats stratégiques et des initiatives de création de valeur qui ont positionné l'entreprise

comme un pilier du paysage fintech de la région, assure MDP. Le marché des paiements numériques connaît une progression rapide en Egypte et dans la région MENA. Selon le New Payments Index 2022 de MasterCard, 85% des habitants de cette région ont eu recours à une méthode de paiement alternative, comme les portefeuilles mobiles ou les systèmes biométriques. D'après les projections, les paiements numériques dans la région devraient atteindre 343 milliards \$ d'ici 2028 contre 204 milliards \$ en 2023. En Egypte, la Banque centrale a recensé, en février 2025, plus de 52 millions de citoyens de plus de 15 ans utilisant un compte actif leur permettant d'effectuer des transactions financières. Le taux d'inclusion financière est passé à 74,8% fin 2024 contre 70,7% l'année précédente.

POUR REMODELER LE DIVERTISSEMENT SPORTIF

Le fonds d'investissement saoudien et la Kings League unissent leurs forces

Le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite et la Kings League ont convenu de former une coentreprise pour transformer le divertissement sportif au Moyen-Orient, le Royaume devant accueillir la saison inaugurale. Cette nouvelle collaboration, dévoilée le 27 mai, devrait débiter dans le courant de l'année et offrir une expérience sportive innovante et numérique, adaptée à la région MENA. SURJ Sports Investment, une filiale du fonds PIF d'Arabie saoudite, s'est associée à Kings League pour lancer Kings League MENA, une version régionale de la compétition de football à sept fondée par l'ancien footballeur Gerard Piqué, selon un communiqué de SURJ. Le secteur du sport en Arabie saoudite connaît une expansion rapide, la valeur du marché devant passer de 8 milliards de dollars à 22,4 milliards de dollars d'ici à 2030, grâce à l'augmentation des investissements et à l'importance stratégique accordée à l'industrie au niveau national. Depuis 2019, le Royaume a accueilli plus

de 100 événements internationaux majeurs dans 40 sports différents, renforçant ainsi son ambition de devenir un centre mondial du sport et du divertissement dans le cadre de la Vision 2030. Un rapport 2024 de SURJ a souligné que la contribution du secteur au produit intérieur brut du Royaume est passée de 2,4 milliards de dollars en 2016 à 6,9 milliards de dollars en 2019. Danny Townsend, PDG de SURJ Sports Investment, a déclaré : "Kings League MENA ne ressemble à rien de ce que la région a connu jusqu'à présent. Nous apportons un modèle entièrement nouveau au marché - un modèle qui célèbre l'esprit de compétition du football tout en embrassant l'énergie des créateurs numériques, des fans et de la culture des jeunes." M. Townsend a ajouté que cette initiative s'inscrivait dans la mission plus large de son entreprise, qui consiste à investir dans la propriété intellectuelle sportive et à soutenir les plateformes qui génèrent des rendements durables, élargissent l'écosystème et engagent la prochaine gé-

nération de fans de la région. Djamel Agaoua, PDG de la Kings League, a exprimé son enthousiasme à l'idée d'introduire la Kings League dans la région MENA par le biais de ce partenariat "passionnant" avec SURJ. "L'Arabie Saoudite est le parfait tremplin pour une ligue audacieuse, centrée sur les fans et numériquement native. Ensemble, nous construisons une plateforme qui fusionne le divertissement, le sport et la culture numérique - une plateforme taillée sur mesure pour l'énergie et l'ambition de cette région", a déclaré Agaoua. Le communiqué officiel précise : "Cette annonce marque une étape importante dans l'évolution du divertissement sportif dans la région. Avec un format qui fusionne le football de compétition, les règles du jeu et les propriétaires d'équipes de streamers célèbres, la Kings League MENA est conçue pour captiver les jeunes publics et établir une nouvelle référence pour l'engagement des fans dans le sport mondial

NIGÉRIA

Nouvelles incitations fiscales pour les investissements pétroliers, mais sous conditions

Après avoir concentré en 2024 la quasi-totalité des décisions d’investissement pétrolier sur le continent, le Nigeria renforce son arsenal d’incitations pour sécuriser les capitaux, en particulier dans le gaz et les projets en eaux profondes.

Le vendredi 30 mai, le président nigérian Bola Tinubu a signé un nouveau décret introduisant une incitation fiscale ciblée sur la réduction des coûts opérationnels dans l’amont pétrolier. Intitulée « Upstream Petroleum Operations Cost Efficiency Incentives Order 2025 », cette mesure lie désormais les avantages fiscaux à des économies de coûts mesurables dans les opérations onshore, en eaux peu profondes et profondes. Les opérateurs qui atteignent les standards de performance définis pourront notamment bénéficier d’un crédit d’impôt plafonné à 20% de leur charge fiscale annuelle. Ce dispositif entre dans le cadre d’une stratégie plus large de relance de l’attractivité du secteur pétrolier et gazier du pays, dans un contexte de forte concurrence internationale et de relative baisse de l’intérêt des majors pour les projets pétroliers conventionnels, sous pression des critères ESG occidentaux. Le Nigeria entend contrer cette tendance en multipliant les mesures incitatives, avec

une priorité claire : capter les investissements encore disponibles, notamment dans le gaz, perçu comme énergie de transition par les marchés internationaux. Cette nouvelle mesure arrive dans un contexte où il cherche à consolider de récents acquis en matière de réformes sectorielles. Pour rappel, avant l’arrivée de Bola Tinubu au pouvoir en 2023, le secteur pétrolier nigérian connaissait une perte progressive d’attractivité. Les dépenses d’investissement annuelles dans l’amont pétrolier avaient chuté de 74%, passant de 27 milliards USD en 2014 à moins de 6 milliards en 2022. Dans le même temps, la concurrence des pays voisins avait entraîné une diminution de la part du Nigeria dans les investissements en amont captés à l’échelle régionale. C’est dans ce contexte que l’administration Tinubu a engagé une série de réformes pour relancer l’intérêt des investisseurs et redonner un cap stratégique au secteur.

Un arsenal fiscal en construction depuis 2023

En 2023 déjà, le pays avait instauré un abattement fiscal de 25% sur les investissements dans les équipements et installations pour les projets gaziers nouveaux ou ceux en cours. Il avait également entamé la simplification des procédures de passation de marchés. Ces efforts ont porté leurs premiers fruits en janvier 2024 où le géant ouest-africain a concentré à lui seul trois des quatre décisions finales d’investissement pétrolier enregistrées sur l’ensemble du continent africain, représentant plus de 5 milliards USD mobilisés. La dynamique s’est poursuivie en février avec l’adoption de trois directives présidentielles clés. Celles-ci ont revu le cadre fiscal applicable aux projets pétroliers et gaziers, en particulier en eaux profondes, en introduisant des crédits d’impôt pour les projets de gaz non associé, des déductions fiscales pour les infrastructures gazières et des incitations ciblées pour l’offshore profond.

WORLD GOVERNMENT SUMMIT

Madagascar propose aux Émirats un partenariat gagnant-gagnant

Trois mois après sa participation au World Government Summit, le président malgache Andry Rajoelina était de retour cette semaine à Dubaï, pour la première édition d’un forum dédié au partenariat économique entre les Émirats arabes unis et Madagascar. Annoncé de longue date, le « Madagascar – Dubaï Business Forum » (MDBF) a réuni entreprises malgaches et investisseurs émiratis afin de consolider les liens entre les deux pays. En ligne de mire, une augmentation significative des investissements émiratis sur l’île. Signe de l’importance accordée à cette rencontre, c’est le chef de l’État Rajoelina qui a lui-même conduit la délégation malgache, aux côtés du ministre de l’Industrialisation et du

Commerce, David Ralambofiringa, et de la directrice générale de l’EDBM, Josielle Rafidy. Pendant deux jours, les 27 et 28 mai, une soixantaine d’entreprises venues de Madagascar ont pu échanger avec plus d’une centaine d’opérateurs économiques émiratis. Les discussions ont porté sur des secteurs variés à savoir agriculture, tourisme, artisanat, infrastructures, énergie et économie numérique. Le programme comprenait aussi des rencontres B2B ciblées, des présentations institutionnelles sur les synergies Madagascar-Dubaï, ainsi que des visites de sites économiques à fort potentiel comme des zones franches ou incubateurs technologiques. Une soirée dédiée au networking dans le tourisme a égale-

ment permis d’initier des partenariats dans un secteur jugé stratégique par les deux parties. Une soirée dédiée au networking dans le tourisme a également permis d’initier des partenariats dans un secteur jugé stratégique par les deux parties.

Renforcer la coopération

Selon l’Observatory of Economic Complexity (OEC), les Émirats arabes unis ont exporté pour 246 millions \$ de biens vers Madagascar en 2023, majoritairement des produits pétroliers raffinés, suivis de calcaire et de ciment. À l’inverse, Madagascar a exporté pour 108 millions \$, principalement de l’or, des clous de girofle et des légumineuses

sèches. Ces flux bilatéraux, en recul ces dernières années, ont cependant connu une nette reprise hors pétrole en 2024, selon Sultan bin Saeed Al Mansoori, président de Dubai Chambers, avec une hausse estimée à 90 %. Lors de son allocution d’ouverture, le président Rajoelina a souligné que « Madagascar est prêt à accueillir les investisseurs émiratis. Prêt à bâtir des partenariats gagnant-gagnant. » Il a annoncé un investissement majeur du groupe Masdar, un des leaders mondiaux des énergies renouvelables, pour le développement d’un projet solaire de 150 mégawatts dans le pays. Il a annoncé un investissement majeur du groupe Masdar pour le développement d’un projet solaire de 150 mégawatts dans le pays.

CÔTE D’IVOIRE

3 millions \$ pour la valorisation des coques de noix de cajou

La Côte d’Ivoire est le premier producteur mondial de noix d’anacarde. Dans le pays, l’essor de la transformation met en lumière des opportunités d’investissement dans des secteurs d’activité connexes, susceptibles d’accroître la création de valeur ajoutée dans la filière. En Côte d’Ivoire, le segment de la transformation attire de nouveaux investissements. Le 27 mai 2025, la société ivoirienne Foods’co SA, spécialisée dans la transformation de noix de cajou, a signé une convention de partenariat avec la société belge Bio Invest pour un montant de 2 milliards Fcfa (3,4 millions \$). Selon les informations relayées par le quotidien local FratMat, ce partenariat vise la construction d’une unité industrielle qui sera consacrée à la transformation des coques de cajou, sous-produit de la production d’amandes de cajou. D’après Tahirou Sanogo, PDG de Foods’co SA, ce projet permettra de valoriser les coques pour en extraire du liquide de coque de noix de cajou (CNSL) et produire du charbon de coques. « Il nous permettra d’économiser, d’éviter d’abattre les arbres, de préserver l’environnement. C’est un projet important de sauvegarde de la forêt », ajoute le responsable. Pour l’heure, les détails concernant la capacité de transformation et la date de démarrage des travaux de construction de l’usine n’ont pas encore été révélés. Ce nouveau projet tombe à point nommé dans un contexte où l’essor de la transformation de noix de cajou devrait générer davantage de coques de cajou. Il faut rappeler que la Côte d’Ivoire pourrait transformer près de 50 % de sa récolte totale de noix de cajou, attendue à 1,3 million de tonnes en 2025, grâce à un approvisionnement record de 650 000 tonnes de noix déjà réalisé par les industriels. Si cette prévision se concrétise, elle s’accompagnera également d’une croissance substantielle de la production de coques. L’entrée en service de l’unité devrait contribuer à accroître la création de valeur ajoutée dans le secteur au cours des prochaines années. Il convient de noter que la filière ivoirienne a généré, 756 milliards de francs CFA (1,3 milliard \$) de recettes en 2023 grâce à l’exportation de noix de cajou sous forme brute et d’amandes, selon les données compilées par la Direction générale des douanes.

ZIMBABWE

L’UE appuie un mécanisme pour mobiliser l’investissement privé dans le renouvelable

Face à un potentiel hydroélectrique fragilisé par les sécheresses, le Zimbabwe s’ouvre aux outils européens pour structurer un marché énergétique plus attractif et financer sa transition vers le renouvelable. Le mardi 27 mai, GET.invest et GET.transform ont annoncé le lancement de leur fenêtre pays au Zimbabwe, avec le soutien financier de l’Union européenne et de l’Allemagne. L’annonce s’est faite à Harare dans le cadre du forum économique UE-Zimbabwe, en présence d’acteurs publics, privés, et de partenaires de développement.

Cette fenêtre vise à mobiliser l’investissement privé dans les énergies renouvelables en facilitant l’accès au financement, en accompagnant les réformes réglementaires et en apportant un appui technique et stratégique aux porteurs de projets. Elle s’appuie sur les services de conseil financier de GET.invest, notamment son dispositif EDGE Finance, ainsi que sur l’expertise de GET.transform en matière de régulation et de gouvernance du secteur. En 2022, l’hydroélectricité représentait 67% de la production électrique du Zimbabwe, selon l’Agence internationale

de l’énergie. Les sécheresses répétées ont cependant fragilisé la production hydroélectrique, rendant urgente la diversification du mix. Dans ce contexte, le développement de solutions solaires devient une priorité pour renforcer la sécurité énergétique nationale. « En tant que secteur privé, nous nous réjouissons du lancement opportun de la fenêtre pays GET.pro au Zimbabwe. L’assistance technique apportée au secteur public contribuera grandement à créer un environnement propice à l’investissement privé dans le secteur de l’énergie » a déclaré M. Isaiah Nyaku-

sendwa, président de la Renewable Energy Association of Zimbabwe (REAZ). Le Zimbabwe rejoint ainsi d’autres pays d’Afrique subsaharienne dont le Nigeria, où GET.invest a récemment lancé une fenêtre nationale dotée des mêmes outils financiers. Ces mécanismes visent à lever les obstacles à l’investissement privé tout en adaptant l’appui aux spécificités locales. Cette initiative vise à poser les bases d’un marché énergétique plus résilient, capable d’attirer les capitaux nécessaires à l’atteinte des objectifs d’électrification et de transition des États.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

En bourse, un joli mois de mai !

Le "TACO Trade", qui consiste à miser sur les reculades de Donald Trump, a contribué à faire de mai 2025 l'un des meilleurs mois boursiers depuis novembre 2023 aux Etats-Unis. Les investisseurs conservent un biais optimiste en dépit des incertitudes que fait peser la politique des Etats-Unis sur le commerce mondial. Juin sera marqué par d'importantes décisions monétaires, dont celles de la BCE, de la Fed et de la Banque du Japon.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Dottikon +33,57 % : le chimiste suisse a publié des résultats en forte croissance, tant sur le chiffre d'affaires que sur le bénéfice. La société estime que "le marché des petites molécules pharmaceutiques est et reste le principal marché de Dottikon, avec un potentiel de croissance rentable continu".
Grenergy +24,38 % : le spécialiste espagnol de l'énergie solaire a dévoilé sa stratégie d'investissement jusqu'en 2027. Un plan qui séduit RBC Capital Markets, qui relève son objectif de cours à 100 euros contre 70 précédemment.
Veeva Systems +20,04 % : le spécialiste du cloud à destination de l'industrie des sciences de la vie a dévoilé des résultats solides pour son premier trimestre, notamment grâce à sa plateforme d'analyse de données Crossix.
Ulta Beauty +15,83 % : le spécialiste américain de la distribution de produits cosmétiques signe un excellent premier trimestre, porté par le lancement de nouvelles marques comme Milk Makeup et K-Beauty qui ont su stimuler la demande.
Air France-KLM +14,07 % : matière première du kérosène, le pétrole a vécu une semaine en baisse, ce dont profite directement la compagnie aérienne française.
Southwest Airlines +7,85 % : la compagnie américaine a annoncé une modification de sa politique tarifaire. Elle était jusqu'ici la seule à offrir les deux premiers bagages gratuitement.
Alstom +7,74 % : le constructeur ferroviaire français commence son rebond et annonce une nouvelle commande auprès de l'aéroport international de Denver pour 19 voitures supplémentaires de sa navette automatisée Innovia APM R.

Flops
Soitec -17,58 % : le fabricant de matériaux semi-conducteurs a lourdement dévissé mercredi après avoir retiré ses objectifs financiers en admettant que la visibilité sur ses marchés — notamment automobile et industriel — s'est fortement réduite. En cause, la fin du partenariat avec Apple sur les capteurs de la technologie de reconnaissance faciale, Face ID. Pour ne rien arranger, le directeur financier est démis de ses fonctions.
Auto Trader -12,59 % : le champion britannique des plateformes auto met un terme à son beau parcours haussier de ces dernières semaines. La croissance du chiffre d'affaires ralentit nettement, plombée par la contre-performance de la division leasing Autorama et l'effet de la taxe numérique britannique. La rareté de certains modèles pénalise les volumes.
HP -11,01 % : coup dur pour le vétéran du PC et des équipements d'impression. Les attentes sont revues à la baisse. Là encore, la raison se trouve du côté des droits de douane. Au deuxième trimes-

tre, les profits ont marqué le pas. L'entreprise tente de relocaliser sa production hors de Chine mais l'ajustement prend du temps.
Les logiciels de conception pour puces Cadence Design -9,01 % et Synopsys -6,99 % : Washington menace de fermer la porte commerciale avec la Chine. Selon le Wall Street Journal, les autorités américaines auraient demandé à plusieurs fournisseurs de suspendre leurs exportations vers la Chine. Cadence comme Synopsys se retrouvent en ligne de mire.
Esso -11,33 % : rideau (presque) baissé pour l'ancienne filiale d'ExxonMobil. Après des années de rumeurs et d'attente, ce n'est finalement pas la maison mère américaine qui lance une OPA mais une cession surprise à North Atlantic et avec une décote. L'opération est jugée peu généreuse malgré la distribution exceptionnelle promise aux actionnaires.
Sanofi -5,01 % : le marché n'a guère goûté aux résultats des essais cliniques AERIFY-1 et AERIFY-2, menés sur l'itépekimab, un anticorps prometteur contre la BPCO, une maladie des poumons chronique et progressive qui rend la respiration de plus en plus difficile. Les études ciblaient les anciens fumeurs. Si la première coche les cases avec une forte réduction des exacerbations, la seconde, jumelle en apparence, échoue à confirmer l'élan.

Matières premières
Pétrole. Les prix du pétrole ont encore beaucoup fluctué cette semaine, pris entre rumeurs de hausse de production et incertitudes économiques. Le Brent a cédé du terrain, dans un climat marqué par les spéculations sur la réunion de l'OPEP+ prévue samedi.
Le cartel pourrait décider d'augmenter son offre de 400 000 barils/jour, une hypothèse déjà en partie intégrée par les marchés. Par ailleurs, la crainte d'une stagflation aux Etats-Unis et la vigueur du dollar freinent les anticipations de demande.
Depuis les déclarations musclées de Donald Trump début avril, les cours ont perdu plus de 10%. Le Brent est passé sous la barre des 63 USD vendredi, après les déclarations de Donald Trump, qui a accusé la Chine de faire traîner les négociations commerciales, et des rumeurs d'accroissement de la production de l'OPEP+ au-delà de ce qui était attendu.
Métaux. Si le cuivre reste remarquablement ferme, les autres métaux industriels ont globalement perdu du terrain cette semaine. Le marché reste à l'affût des menaces pesant sur le commerce international. A ce titre, le retour de la rhétorique ferme de la Maison Blanche vis-à-vis de la Chine a pesé. L'administration américaine a non seulement serré la vis sur les semiconducteurs, mais elle a aussi annoncé une politique d'exclusion des étudiants chinois. Du côté des métaux précieux, l'or et l'argent

affichent une évolution hebdomadaire modérée, même si la baisse l'emporte au final.

Macroéconomie
Macro : L'inflation n'est pas identique des deux côtés du Rhin. Si les prix à la consommation continuent à modérer leur évolution en France, ils ont tendance à accélérer en Allemagne. De quoi donner des maux de tête à la BCE pour sa réunion à venir. Aux Etats-Unis, la consommation tient le choc malgré le contexte économique incertain. L'inflation PCE d'avril est ressortie en ligne avec les attentes. Le rendement de la dette américaine a reculé sous 4,5% au cours de la semaine, tandis que le 30 ans reste très proche de 5%. Le marché obligataire reste en tension et continue à envoyer des signaux de prudence à l'administration américaine. En fin de semaine, Donald Trump a convoqué le patron de la Fed, Jerome Powell, pour discuter et lui reprocher, une fois de plus, de ne pas réduire les taux directeurs. Le président américain a en outre reproché à la Chine de traîner les pieds dans les négociations commerciales.
Crypto : Le bitcoin interrompt sa série de sept semaines consécutives de hausse. Après avoir atteint un sommet historique à 112 000 dollars la semaine dernière, le BTC recule de 2,9% depuis lundi pour évoluer autour des 106 000 dollars. Une correction qui s'explique principalement par des prises de profits,

bien que les ETF Bitcoin Spot continuent d'afficher des entrées nettes positives, avec plus de 500 millions de dollars injectés cette semaine. Parallèlement, la dynamique autour des cryptomonnaies reste vive à Wall Street : Trump Media & Technology Group (TMTG), maison-mère de l'application Truth Social, a annoncé vouloir lever 3 milliards de dollars pour acheter des cryptomonnaies, et Circle, l'émetteur du stablecoin USDC, a officiellement déposé une demande d'introduction en bourse à la Bourse de New York. Sur le reste du marché, l'ether (ETH) enregistre une progression de près de 3% à 2 600 dollars, même s'il reste encore très éloigné de son sommet de 4 800 dollars atteint fin 2021. Solana (SOL), en revanche, recule de 8% cette semaine pour retomber à 163 dollars. La BCE tiendra la vedette la semaine prochaine. La banque centrale devrait réduire ses taux d'un quart de point jeudi, si les pronostics des économistes se révèlent fondés. Aux Etats-Unis, les chiffres de l'emploi du mois de mai seront dévoilés vendredi. On gardera aussi un œil sur les indicateurs PMI manufacturiers et des services en Chine au mois de mai, qui seront dévoilés en milieu de semaine. Les publications trimestrielles des sociétés seront extrêmement claires, même si le géant américain des semiconducteurs Broadcom apportera un peu de relief jeudi soir.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Mai 2025

Valeur : 02 Juin 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3832	132.3982
1	EUR	EURO		149.2488	149.2922
1	GBP	POUND STERLING		178.1979	178.2901
100	JPY	JAPANESE YEN		91.0601	91.1018
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4111	18.4142
1	CHF	SWISS FRANC		159.4210	159.5351
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.7356	95.7811
1	DKK	DANISH KRONE		20.0089	20.0158
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7206	13.7270
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0067	13.0143
1	AED	UAE DIRHAM		36.0383	36.0503
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2928	35.2987
1	KWD	KUWAITI DINAR		430.9349	431.1241
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9601	44.4019
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2921	14.2937
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.1069	24.2301
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3155	3.3258
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.6111	179.6111

DÉFENSE

Le Royaume-Uni investit 1,5 milliard de livres dans de nouvelles usines d'armement

Le gouvernement britannique a annoncé samedi un investissement de 1,5 milliard de livres (environ 1,8 milliard d'euros) pour construire au moins six usines d'armement et produire jusqu'à 7.000 armes à longue portée.

Londres muscle sa base industrielle de défense à quelques jours de la présentation de sa nouvelle stratégie militaire. Le gouvernement britannique a annoncé samedi un investissement de 1,5 milliard de livres (environ 1,8 milliard d'euros) pour construire au moins six usines d'armement et produire jusqu'à 7.000 armes à longue portée. Cette initiative marque une étape clé dans l'actualisation de la stratégie de défense du pays, attendue dans les prochains jours. Ce document de référence doit définir les menaces stratégiques auxquelles fait face le Royaume-Uni et les réponses militaires qu'il entend y apporter. Il est coordonné par l'ancien secrétaire général de l'Otan, George Robertson. Dans un communiqué, le ministère de la Défense explique que la nouvelle stratégie recommande de bâtir une capacité de produc-

tion de munitions « toujours active », capable de monter rapidement en puissance en cas de besoin, et de jeter les bases industrielles d'un renforcement des stocks. En tout, le budget alloué aux munitions atteindra 6 milliards de livres durant la législature en cours. L'investissement annoncé samedi devrait permettre la création de 1.800 emplois. « Nous renforçons la base industrielle du Royaume-Uni pour mieux dissuader nos adversaires et rendre le pays plus sûr sur le plan intérieur et plus fort à l'étranger », a déclaré le ministre de la Défense, John Healey. Il a également souligné dans un entretien au Times que « durant la prochaine législature, ce pays dépensera 3% de son PIB dans la défense ». En février, le Premier ministre travailliste Keir Starmer avait déjà annoncé un relèvement des dépenses de défense à 2,5% du PIB

d'ici 2027 (contre 2,3% actuellement), avec un objectif de 3% au-delà de 2029.

Une réponse aux appels des Etats-Unis

Une annonce qui répond aux appels croissants des États-Unis à voir les alliés européens de l'Otan renforcer leurs efforts budgétaires face aux nouvelles menaces. Selon The Guardian, la stratégie britannique à paraître décrit la Russie comme un danger « immédiat et pressant », tandis que la Chine est qualifiée de « défi complexe et sophistiqué ». Le document met aussi l'accent sur les bouleversements liés à l'intelligence artificielle, aux drones et aux systèmes autonomes, qui transforment la nature des conflits. Londres prévoit également d'investir un milliard de livres dans un système innovant de détection et de ciblage destiné à ses forces déployées.

DROITS DE DOUANES

L'Europe, une nouvelle fois déstabilisée

Donald Trump déstabilise une nouvelle fois l'Union européenne, qui va subir dès mercredi prochain une surtaxe sur l'acier et l'aluminium de 50% dans le cadre des droits de douane. L'Union européenne « regrette vivement » les nouvelles taxes de Donald Trump sur l'acier et l'aluminium annoncées vendredi, qui « sapent les efforts en cours pour parvenir à une solution négociée » avec les États-Unis, a réagi la Commission samedi. « Si aucune solution mutuellement acceptable n'est trouvée », des « contre-mesures » européennes « prendront automatiquement effet le 14 juillet, voire plus tôt si les circonstances l'exigent », a indiqué une porte-parole, soulignant que l'UE était « prête » à riposter. L'annonce de

Donald Trump « ajoute une incertitude supplémentaire à l'économie mondiale et augmente les coûts pour les consommateurs et les entreprises des deux côtés de l'Atlantique », a critiqué la Commission européenne. Le président américain a annoncé vendredi que la surtaxe sur l'acier et l'aluminium passerait mercredi prochain à 50%, ce qui est une nouvelle escalade dans son offensive protectionniste. Depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump a fait des droits de douane un des points cardinaux de sa politique. Après une période de tensions, l'Europe espérait un « nouvel élan » dans les négociations depuis un échange téléphonique entre Donald Trump et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen il y a une

semaine. Le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic et son homologue américain Howard Lutnick ont échangé à plusieurs reprises ces derniers jours. De nouvelles discussions pourraient avoir lieu mardi ou mercredi, en marge d'une réunion ministérielle à Paris de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, qui regroupe essentiellement des pays occidentaux). Au cours des derniers mois, l'UE avait déjà été frappée à trois reprises par des droits de douane de l'administration américaine: 25% sur l'acier et l'aluminium, annoncés mi-mars, 25% sur les automobiles, puis 20% sur tous les autres produits européens, en avril. Cette dernière surtaxe a été suspendue jusqu'au 9 juillet par l'administra-

tion Trump pour engager une négociation. Mais des droits de douane de 10% sont encore censés s'appliquer sur la plupart des biens exportés aux États-Unis par les Vingt-Sept, sauf si la justice américaine leur barre définitivement la route. Deux tribunaux de première instance ont en effet considéré cette semaine que Donald Trump n'avait pas le droit de décréter certains de ces droits de douane. Ceux-ci restent toutefois en vigueur tant que l'affaire n'est pas tranchée définitivement sur le fond. La décision du tribunal américain sur le commerce international (ICT) de bloquer l'essentiel des droits de douane imposés par Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche est un camouflet pour sa politique douanière.

Des taxes en vigueur tant que la justice américaine n'a pas tranché

Après une période de tensions, l'Europe espérait un « nouvel élan » dans les négociations depuis un échange téléphonique entre Donald Trump et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen il y a une semaine. Le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic et son homologue américain Howard Lutnick ont échangé à plusieurs reprises ces derniers jours. Et de nouvelles discussions pourraient avoir lieu mardi ou mercredi, en marge d'une réunion ministérielle à Paris de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, qui regroupe essentiellement des pays occidentaux). Au cours des derniers mois, l'UE avait déjà été frappée à trois reprises par des droits de douane de l'administration américaine : 25% sur l'acier et l'aluminium, annoncés mi-mars, 25% sur les automobiles, puis 20% sur tous les autres produits européens, en avril. Cette dernière surtaxe a été suspendue jusqu'au 9 juillet par l'administration Trump pour engager une négociation. Mais des droits de douane de 10% sont encore censés s'appliquer sur la plupart des biens exportés aux États-Unis par les Vingt-Sept, sauf si la justice américaine leur barre définitivement la route. Deux tribunaux de première instance ont en effet considéré cette semaine que Donald Trump n'avait pas le droit de décréter certains de ces droits de douane. Ceux-ci restent toutefois en vigueur tant que l'affaire n'est pas tranchée définitivement sur le fond.

FRANCE

Nouvelle dégringolade pour les ventes de voitures neuves en mai

Le marché des voitures neuves « s'enfonce dans la crise » en France, avec un repli des immatriculations de voitures neuves de 12% en mai, par rapport au mois de mai 2024, selon les chiffres publiés dimanche par la Plateforme automobile (PFA). Un coup d'accélérateur sur la pédale de marche arrière. En mai 2025, 123.919 voitures particulières ont été immatriculées en France, un repli de 12,3%, plus important que celui constaté le mois dernier (-5,64%). Selon les chiffres publiés dimanche par la Plateforme automobile (PFA), aucun constructeur n'échappe à la vague, qui touche aussi bien les voitures essence que les modèles électriques, tandis que le marché de l'occasion reste stable. « Chaque mois qui passe depuis le début de l'année, le marché s'enfonce un peu plus dans la crise. C'est le cinquième mois consécutif de baisse (...). Sur les cinq premiers mois de l'année, le marché est lui-même en baisse de 8% par rapport à 2024 et de quasiment 30% par

rapport à 2019, en période pré-Covid », a commenté auprès de l'AFP Nicolas Le Bigot, directeur général par intérim de la PFA.

La part des voitures électriques stagne

Ce repli continue d'affecter Stellantis (-10,1%) avec 34.441 voitures particulières immatriculées, freiné par Fiat et Opel. Renault affiche les mêmes volumes et limite son recul (-7%), alors que Toyota est en net repli (-25%). Le numéro trois, Volkswagen, creuse son recul à près de 12%. Les immatriculations de Tesla poursuivent leur chute en France, avec une baisse de 67% en mai (avec 721 véhicules) par rapport au même mois de 2024. En pleine modernisation de sa gamme mais potentiellement freiné aussi par l'image de son patron Elon Musk, le constructeur américain de voitures électriques accuse un repli de près de 50% depuis le début de l'année 2025. D'une manière générale, la part des voitures électriques « stagne autour de 18% sur les cinq

premiers mois de l'année » : dans un marché restreint, cela signifie que « les ventes de véhicules électriques sont en baisse, d'environ 7% en 2025 par rapport à 2024 », a relevé Nicolas Le Bigot. Un désintérêt des Français notamment à mettre sur le compte « d'une accumulation des malus pour les véhicules anciens et polluants, associée à un manque de soutien du gouvernement » qui a cette année « divisé par trois les enveloppes budgétaires pour accorder des bonus pour les véhicules électriques. » Et ce alors même que les constructeurs « font le job », en proposant de nouveaux modèles, comme la nouvelle version électrique de la R5 chez Renault ou de l'ë-C3 chez Citroën. Mais ces mauvais chiffres sont d'abord liés à « un marasme économique général », dans le contexte incertain de « la guerre commerciale menée par les États-Unis », ajoute Nicolas Le Bigot soulignant également la morosité économique en France, avec une confiance des ménages « à un niveau historiquement bas » en mai.

MICROSOFT ACTIVE LE COMPTE À REBOURS DANS AUTHENTICATOR

La fin approche pour vos mots de passe

Microsoft avait prévenu, cette fois c’est affiché noir sur blanc dans l’application. Une alerte en plein écran rappelle que les mots de passe enregistrés dans Authenticator seront supprimés dès cet été. Le compte à rebours est lancé.

Août 2025 marquera la fin de la prise en charge des identifiants dans Microsoft Authenticator. Et pour s’assurer que personne ne passe à côté, l’application diffuse désormais un message sans ambiguïté auprès de ses utilisateurs et utilisatrices. Objectif : les inciter à exporter leurs mots de passe ou à passer sur Edge, où ces données resteront accessibles. Un virage stratégique déjà annoncé début mai, mais qui prend aujourd’hui un tour plus pressant avec cette alerte intégrée à l’app.

Un message en plein écran pour accélérer la transition

Avec cette alerte, c’est une page qui se tourne. Microsoft met fin à la fonction de gestion des mots de passe dans Authenticator, introduite pour simplifier la vie mobile des utilisateurs et utilisatrices. L’outil revient donc à ce qu’il était à l’ori-

gine, à savoir une app dédiée à l’authentification 2FA, capable de générer des codes temporaires, d’héberger des passkeys... mais plus de stocker vos identifiants. À partir de juin, il ne sera donc plus possible d’enregistrer de nouveaux mots de passe. En juillet, le remplissage automatique cessera de fonctionner. En août, toutes les données locales seront supprimées, y compris les informations de paiement encore stockées localement dans l’appli. Comme annoncé en début de mois, Edge prendra le relais. Les mots de passe et adresses déjà synchronisés avec le compte Microsoft resteront accessibles via le navigateur. En revanche, pour celles et ceux qui préfèrent éviter le stockage de leurs identifiants dans un navigateur, ou qui n’utilisent pas Edge au quotidien, il faudra impérativement penser à les exporter au format CSV avant le 1er août. À défaut, les données non synchronisées seront définitivement perdues, sans recours possible.

Centraliser, oui... mais à quel(s) prix ?

Évidemment, passer d’un gestionnaire dédié à une fonction intégrée dans le navigateur ne fait pas que simplifier l’écosystème. Il oblige aussi à choisir entre multiplier les services ou tout confier à Edge, qui n’est pas qu’un gestionnaire, mais aussi un navigateur. Et c’est bien là le cœur du problème. Authenticator est un outil de sécurité, relativement neutre sur le plan de la collecte de données. Le navigateur, lui, est structurellement conçu pour observer l’activité utilisateur : historique, recherches, cookies, extensions... Même si Microsoft affirme cloisonner les données – et l’on peut raisonnablement penser que c’est effectivement le cas sur le plan technique –, le simple fait de regrouper autant d’infor-

mations sensibles dans un même environnement logiciel augmente nécessairement le potentiel de recoupement, volontaire ou non. Quoi qu’il en soit, même sans volonté de profiler, un tel parti pris crée une dépendance plus forte à un acteur unique. Côté sécurité, le changement n’est pas anodin non plus. Un gestionnaire de mots de passe dédié, même hébergé dans le cloud, est conçu pour isoler les secrets du reste du système. Il intègre des mécanismes de chiffrement, de verrouillage ou de contrôle d’accès souvent plus fins que ceux d’un navigateur. Edge a beau être sécurisé, il reste exposé en permanence au web, et donc aux vecteurs d’attaque classiques : failles JavaScript, extensions malveillantes, scripts injectés... Une transition un peu forcée, donc, et pas forcément banal pour celles et ceux qui tiennent à garder la main sur leurs données.

Source : Bleeping Computer

Avec la GenAI, Siemens Mobility aiguille les métiers vers la DSI

Chez le fabricant d’équipements de transport ferroviaire Siemens Mobility, l’IA générative modifie les rôles de la DSI et sa relation avec les métiers. Dilek Bocuk, DSI depuis 2022, explique comment elle prépare ses équipes à une réussite à long terme de cette transformation. Lorsque Dilek Bocuk a pris ses fonctions de DSI chez Siemens Mobility en 2022, le service IT de la filiale spécialisée en solutions ferroviaires de Siemens fonctionnait comme un prestataire de services interne. « D’un côté, cela semble être une bonne chose, car l’informatique se positionne bien en fonction des coûts, explique-t-elle. Mais d’un autre côté, elle était bel et bien considérée comme ne faisant pas partie de l’entreprise ». Et les équipes IT se comportaient comme telles. Dilek Bocuk s’est donc donné pour mission de changer cette mentalité profondément ancrée dans l’ADN des employés de la DSI. « C’est important, car ce n’est que lorsque l’on a le sentiment de faire partie de l’entreprise que l’on a un sentiment de devoir et d’appartenance », insiste-t-elle. Or, ChatGPT d’OpenAI est apparu sur le marché à peu près au moment où la DSI a pris ses fonctions. « La technologie a rapidement généré beaucoup d’intérêt dans l’entreprise, raconte-t-elle. Elle a surtout suscité la curiosité des départements spécialisés, ce qui m’a aidé à rapprocher l’informatique du business ». Comme les data sont essentielles à la GenAI, l’informatique a presque automatiquement gagné en importance pour les métiers. Auparavant, elle était vue comme le gestionnaire du matériel professionnel et l’opérateur de back-office qui s’occupait de l’infrastructure invisible pour les utilisateurs : les serveurs, les réseaux et les applications de base. « Avec la GenAI, tout le monde est soudain entré en contact avec l’informatique et elle est devenue tangible, raconte la DSI. Notre objectif est désormais de participer activement à cette évolution ». Mais, pour elle, l’IT doit guider et conseiller, et non tout contrôler. « Tous les défis ne devraient pas être résolus par l’IA, car cela n’a pas toujours un sens économique, précise-t-elle ainsi. À l’informatique, nous devons donc être en mesure de décider, avec les utilisateurs, des solutions d’IA qui ont le potentiel d’être utiles à long terme ».

Maintenir une vue d’ensemble de l’organisation

En dehors de leur savoir-faire technique, les responsables informatiques doivent également être en mesure d’avoir une vision commune avec l’ensemble de l’entreprise. Et cela commence au plus haut niveau de management. « C’est important si nous voulons être sollicités et entendus, explique Dilek Bocuk. Pour ce faire, nous devons parler un langage plus ac-

cessible et moins technique. Nous devons apprendre à inspirer, à engager les gens et à les informer sur les avantages et les inconvénients de la GenAI, autant pour ceux qui s’y intéressent déjà que pour ceux qui s’en méfieraient ». La GenAI offre aux informaticiens l’occasion de se positionner comme des experts et des facilitateurs. « En tant que service IT d’envergure mondiale, nous pouvons évoluer rapidement et ainsi mettre des cas d’utilisation intéressants faciles à maintenir et abordables, à la disposition de tous, ajoute la DSI. De cette façon, les services ou les sites n’ont pas besoin de réinventer la roue. Au lieu de cela, nous pouvons, par exemple, déployer aux États-Unis ou en Allemagne une solution prometteuse développée à Singapour ou en Espagne ».

Une solution encore incomplète

Selon Dilek Bocuk, en dépit de toutes les possibilités offertes, il est également important de gérer les attentes de la direction générale. « L’IA ne peut pas résoudre tous les problèmes, mais il existe de nombreux domaines dans lesquels elle peut accompagner le travail humain de manière significative, explique-t-elle. Et l’IT doit aider la direction à comprendre où les connaissances et les compétences humaines sont encore nécessaires, ce qui n’est pas encore possible avec l’IA et ce qui le sera à l’avenir. Nous devons être flexibles. » La proximité avec les utilisateurs et une communication constante sont donc essentielles. Il est également important d’organiser des ateliers, des webcasts et des formations pour transmettre les connaissances et faire connaître les nouveaux outils. « Nous devons déterminer le niveau de connaissance des utilisateurs et partir de là », ajoute-t-elle. En montrant des exemples pratiques et simples de la manière dont l’IA peut faciliter le travail quotidien, l’informatique peut faire tomber les inhibitions. Par exemple, le service informatique de Siemens Mobility a organisé des "learning weeks", en collaboration avec la direction de la stratégie, au cours desquelles Dilek Bocuk et son équipe ont proposé des sessions sur l’analyse des données et l’IA. « Nous avons expliqué aux employés et aux cadres comment utiliser les technologies, puis nous avons mis en place un programme de formation générale accessible à tous, que nous déployons à l’échelle mondiale », explique-t-elle.

Un test et une formation à Microsoft Copilot

De cette manière, les services informatiques à tous les niveaux peuvent s’adresser à leurs homologues business dans toute l’entreprise. Fin 2024, par exemple, une session de forma-

tion au leadership a eu lieu au cours de laquelle les cadres supérieurs ont appris différents outils d’IA pour créer des podcasts ou des posts sur les médias sociaux basés sur l’IA. Dilek Bocuk peut ainsi demander à certains employés formés de s’occuper de l’adoption de l’IA par d’autres utilisateurs sur différents sites et de les accompagner lors de l’introduction de nouvelles technologies et de nouveaux outils. En septembre 2024, l’industriel a commencé à déployer Microsoft Copilot pour certains employés qui ont aussi bénéficié d’une formation. « Nous leur avons d’abord enseigné les bases, explique-t-elle. Une fois qu’ils ont eu acquis une certaine expérience, nous les avons formés pour qu’ils puissent progressivement adapter ce qu’ils ont appris et expérimenter. » Quelques mois après ce déploiement, l’équipe de Dilek Bocuk souhaite désormais mener une enquête de satisfaction auprès de ces utilisateurs. Les questions porteront sur l’utilité de l’outil et sur les sujets abordés avec lui. « Nous voulons entre autres savoir si nous avons obtenu la productivité attendue ou si cela a plutôt été vu comme un jeu », précise-t-elle. Son équipe continue de travailler sur la manière dont la valeur ajoutée de ces projets peut être mesurée à long terme.

Une meilleure visibilité de l’IT par le business

En deux ans et demi, l’IT de Siemens Mobility est devenue plus visible par le business, selon la DSI, ce qui a donné à l’IT une image plus forte auprès des employés. « Auparavant, l’IT rimait principalement avec infrastructure et SAP et n’était remarquée qu’en cas d’incident », poursuit-elle. Mais cette plus grande proximité avec les métiers exige également que l’informatique s’adapte. « Dans le domaine de l’informatique, il est particulièrement important pour les équipes IT de comprendre comment les technologies telles que l’IA peuvent être utilisées dans les processus métiers lorsqu’elles conseillent les employés, explique-t-elle. Mais l’IA est une technologie en constante évolution, ce qui exige de la flexibilité de la part des utilisateurs ». Par ailleurs, la gestion des incidents par tickets, basée sur les accords de niveau de service (SLA), a donné un certain anonymat à l’IT, une forme de protection. « Or, cela n’aide pas du tout avec la GenAI, estime Dilek Bocuk. Il faut interagir humainement. Vous êtes le contact et non plus l’employé derrière l’écran. Et nous formons nos équipes à assumer ce rôle de cette façon. »

Des paroles et des actes

Selon la DSI, pour éliminer les obstacles, il est important de construire et de partager des ré-

cits de réussite avec les employés IT et métiers. Cela permet, là encore, de lever les inhibitions et de stimuler l’enthousiasme. « Mais encore une fois, nous devons également gérer les attentes, ajoute-t-elle. La GenAI est si nouvelle et se développe si rapidement que ni les services IT ni les directions métiers n’ont les réponses toutes prêtes ». Les employés et le management doivent être impliqués à parts égales. Les tests menés par l’IT ouvrent la voie à de nouveaux cas d’usage qui démontrent les possibilités de la GenAI pour le business. « Et c’est mon travail de créer ces opportunités de réduire les craintes », poursuit Dilek Bocuk. Dans ce contexte, la DSI place la gestion du changement en tête de ses priorités. « C’est une question qui se pose depuis des années avec la transformation numérique, mais l’IA accélère la cadence, explique-t-elle. Il est donc de plus en plus important de suivre les évolutions et d’accompagner activement le personnel IT et métier dans ce changement. » L’époque où l’on considérait l’informatique et les métiers séparément est révolue depuis longtemps, ajoute-t-elle. Je fais partie intégrante de l’entreprise et je dois donc assumer une partie de la responsabilité ».

Comprendre les résistances

Et il est important de comprendre d’où vient une possible résistance au changement. « Elle est souvent due à l’expérience passée avec l’informatique, estime Dilek Bocuk. Nous devons aborder ouvertement cette question afin de nous débarrasser de vieux ressentiments qui n’ont plus lieu d’être ». Bien entendu, il est utile de convaincre avec des résultats, de sorte que la coopération avec l’IT fonctionne de manière cohérente. « Je ne peux pas parler d’agilité dans l’IT, par exemple, et devoir attendre quatre semaines pour obtenir un retour d’information de mon équipe, ajoute-t-elle. Nous devons faire ce que nous disons ». En conséquence, l’équipe dirigeante de Dilek Bocuk sert également de modèle collectif. Elle a pour tâche d’aider à façonner la transformation et de ne pas cacher sa vulnérabilité. « Il est important d’admettre que l’on ne connaît pas la réponse à une question, mais d’indiquer l’on est en train de la chercher ». Une partie de la transformation consiste à se concentrer sur la manière dont les technologies de l’information peuvent contribuer aux évolutions à venir plutôt que de s’attarder sur le passé. « Nous avons affaire à de nouveaux acteurs, les circonstances ont changé et la pression sur l’entreprise s’est accrue, conclut Dilek Bocuk. Nous devrions nous concentrer sur l’avenir et l’IA nous donne cette possibilité ».

Après «Lamborghini», vous allez apprendre à dire «Bovensiepen»

La nouvelle marque Bovensiepen tient son nom de la famille derrière le constructeur Alpina depuis ses tout débuts. Maintenant qu'Alpina appartient à BMW, les Bovensiepen ont décidé de continuer de leur côté en allant plus loin dans l'ultra-luxe avec la Zagato, leur premier modèle dessiné par le célèbre studio de style italien. Mais toujours sur la base de modèles BMW.

« Tout le monde arrive bien à prononcer le nom de Lamborghini, donc il n'y a aucune raison que les gens n'apprennent pas à dire le nôtre », s'amuse l'un des dirigeants familiaux de cette nouvelle marque dévoilée officiellement à Côme le week-end dernier, dans le cadre des célébrations de la Villa d'Este.

Les fins amateurs de l'univers BMW et de la marque Alpina le connaissent depuis longtemps, ce nom : celui de Burkard Bovensiepen, fondateur d'Alpina en 1965 qui a officiellement obtenu en Allemagne le statut de « constructeur automobile » à partir de 1983. Depuis, la famille Bovensiepen était restée aux commandes de cette enseigne connue pour ses BMW aux réglages et à la finition intérieure revus, appréciées pour leur juste dosage entre luxe et performances.

Alpina a été racheté par BMW en 2022. La marque à l'hélice n'a pas encore précisé le but de ce projet mais a priori, elle voudrait utiliser le badge « Alpina » pour mettre en place dans sa gamme de nouvelles versions ultra-luxueuses afin de rivaliser avec les Maybach de Mercedes.

Bovensiepen devient une marque

C'est précisément à ce moment que la famille Bovensiepen a monté en secret un nouveau projet : puisqu'Alpina ne leur appartient plus, ils ont décidé de lancer une nouvelle marque de leur nom. Gérée par la même équipe familiale qu'Alpina avant son rachat par BMW, elle vient



donc de lever le voile sur son premier modèle en Italie. Comme son nom l'indique, la Zagato a été dessinée par le prestigieux bureau de style italien, auteur de multiples collaborations par le passé avec des enseignes comme Alfa Romeo et Aston Martin (pour ne citer que les plus récentes). Voilà pourquoi elle possède un toit à double bossage (élément commun à toutes les voitures carrossées par Zagato).

Une M4 cabriolet redessinée et reconstruite

La Bovensiepen Zagato ne ressemble pas à une BMW M4 quand on la regarde de face, mais elle reprend bien le châssis, la mécanique et l'électronique de bord de la super-sportive à deux portes de la marque à l'hélice. On vous laisse juger de sa face avant à la fois très personnelle et évoquant d'autres designs et on précise qu'elle se base plus exactement sur la M4 Cabriolet : un choix dicté par la volonté de revoir totalement son toit, dégager

davantage d'espace pour les passagers arrière et garder des vitres latérales sans montant B.

L'habitacle possède bien une planche de bord de M4 mais le détail de la finition évoque plutôt l'univers des GT les plus luxueuses et élitistes du marché. Quant à la mécanique, elle revendique une puissance maximale de 611 chevaux et un couple de 700 Nm avec un 0 à 100 km/h expédié en 3,3 secondes et « plus de 300 km/h » en vitesse de pointe. Dotée de six cylindres turbocompressés de la M4 et d'une transmission intégrale, cette GT longue de 4,91 mètres avoue 1 875 kg sur la balance.

Beaucoup plus chère qu'une BMW

Bovensiepen vise une production aux environs des 50 exemplaires annuels et règle encore les derniers détails de l'homologation du véhicule (en visant le marché américain en plus de l'Europe et potentiellement de la Chine), dont la diffusion conditionnera le prix. Ce prix se situera de toute façon au-dessus des 200 000€ et les dirigeants de la marque assument une philosophie plus sportive que celui de Bentley. Il faut dire qu'en terme de sensations de conduite et de confort, les modèles d'Alpina arrivaient à un compromis remarquable. Mais avec la Zagato, la famille Bovensiepen vise une clientèle encore plus aisée que celle des Alpina. Si tout se passe comme prévu, la Zagato sera commercialisée d'ici l'été prochain au maximum.

ASTON MARTIN DB12 VOLANTE PALM BEACH

L'art du sur-mesure selon Aston Martin



Aston Martin et sa division Q signent une pièce unique avec la DB12 Volante Palm Beach. Hommage raffiné à la célèbre station floridienne, cette Super Tourer décapotable mêle luxe, artisanat et design nautique dans une configuration inédite, limitée à un seul exemplaire au monde. À chaque présentation d'un cabriolet chez Aston Martin, la question de savoir si le plus beau cabriolet du monde ne vient pas de voir le jour se pose. Mais, près de deux ans après la présentation de la DB12 Volante, voici que le département person-

nalisation de la marque vient le sublimer encore un peu. À l'occasion d'un partenariat exclusif avec la concession Aston Martin de Palm Beach, Q by Aston Martin signe une édition inédite de la belle anglaise de 680 ch. En hommage à la célèbre station balnéaire de Floride, cette GT – ou Super Tourer, comme préfère dire Aston Martin – décapotable s'habille d'une carrosserie teintée en bleu "Frosted Glass Blue", inspiré des reflets océaniques. Un coloris exclusif, à base de paillettes de verre, appliqué uniquement à la main. Dans cette teinte précise, il n'y

aura qu'un seul exemplaire.

Un hommage stylistique à Palm Beach

La DB12 sait aussi bien incarner l'élégance que la sportivité. D'où cet extérieur qui marie les deux, avec de très subtiles bandes blanches sur les bas de caisse latéraux et avant, contrastant avec des jantes en alliage au dessin plus agressif et teintées en noir. Et attendez de voir l'intérieur. Sellerie en cuir blanc ivoire avec surpiqûres rouges et bleues, motifs de feuilles de palmier brodés, boiseries en frêne clair imitant le bois tropical...

chaque détail est là pour évoquer les yachts et villas de luxe de la côte ouest-américaine. Même les coordonnées géographiques de Palm Beach sont embossées sur la planche de bord, clin d'œil discret à la destination qui a inspiré cette DB12 particulière.

Le savoir-faire de Q by Aston Martin à son apogée

Avec cette édition Palm Beach, Q by Aston Martin démontre une fois encore son savoir-faire sans limites. Le service invite ses clients les plus exigeants à venir

créer des modèles uniques, conçus comme de véritables œuvres d'art roulantes. "Cette DB12 Volante exceptionnelle incarne parfaitement l'élégance discrète typique de Palm Beach et d'Aston Martin", souligne Pedro Mota, président régional pour les Amériques. Ce genre de voitures ultra-personnalisées permet aux marques de gagner plus d'argent sur chaque véhicule vendu, ce qui ne serait pas du luxe alors qu'Aston Martin a signé une mauvaise année 2024. À quand la Vanquish Volante Santa Monica ?

Furieuses		Élément chimique de numéro atomique 34		Concentrer		Prénom masculin		Mises		Félin d'Amérique		Renard des sables	
Paris sous les romains												Passe-temps	
						H2O		Tonton					
								Ancienne Russie					
Anarchiste		Pot		Souverain éthiopien						Chevalier efféminé			
										Plante textile			
Agréable				Langue slave						Sucre simple			
Nymphette				Exclamation du midi									
						Dedans	Nazi			Manie			
										Pilier carré			
Fromage hollandais		Rivière du Congo					Amas	Eludé	Inusités		Dirigeant portugais (Antonio Ramalho)		Crochet
				Pensionnaire								Train de banlieue	
				Occupé									
Escompte		Rôle au théâtre	Pour un oubli			Réincarnations							
			Écimé										
						Êtres fabuleux							
Aigres	Allongé						Règle de dessin			Longue période			
	Plus qu'idiot						Adolescent			Amérindien			
					Sotte	Saucisson de Lyon						Information	Aride
Vieille armée				Poisson				Un remboursement sur notre fiche de paie	Attitude		Champion		
				Membrane de l'oeil							Issues de		
Il peut être coulant						Service hospitalier							
Tranquille	Débris		Chair comestible							Abréviation de 'et les autres manquent'			
			Points cardinaux opposés			Axe mécanique							Situées
			Oeuf de toto										
Pierre plate						Surgis	Petit tour	Font des ronds de jambes		Écluse			
Espace clos										Ancienne Thaïlande			
				Pénétrés							Distance chinoise		
				Salve							Province angolaise		
Bourrasque					Perroquet				Échassier				
Cérium					Equerre				Note de musique				
		Petit canari de fiction					Mulsion						
Cubes de bois							Distancées						

SÉTIF

9.200 euros non déclarée saisie à l’aéroport

Les éléments de l'Inspection principale de contrôle des passagers de l'aéroport 8 mai 1945 de Sétif, relevant de la direction régionale des douanes, ont saisi une somme de 9.200 euros non déclarée, en possession d'une passagère en provenance de France, indique un communiqué publié dimanche par ce corps constitué. Cette somme en devises a été saisie à la suite du contrôle des bagages et d'une fouille corporelle de la passagère en question à l'arrivée d'un vol en provenance de l'aéroport de Lyon (France), précise le communiqué. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du contrôle douanier du mouvement frontalier des passagers, démontre la mobilisation et la vigilance des services des douanes algériennes pour faire face à toutes formes de criminalité transfrontalière, notamment celles enfreignant la législation et la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, conclut la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 2 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés portant notamment sur la création de deux instances nationales chargées de l'importation et de l'exportation, ainsi qu'au rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation", indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés portant notamment sur la création, l'organisation et le fonctionnement de deux instances nationales chargées de l'importation et de l'exportation, ainsi qu'au rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation", lit-on dans le communiqué.

COOPÉRATION

M^{me} Mansouri reçoit l'envoyé spécial du Premier ministre indien

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Bakhta Selma Mansouri a reçu, dimanche, le membre du Parlement indien et envoyé spécial du Premier ministre de la République de l'Inde, Baijayant Panda qui effectue une visite officielle en Algérie du 30 mai au 2 juin à la tête d'une délégation parlementaire représentant plusieurs courants politiques, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Cette rencontre a été une occasion pour "réaffirmer la solidité des relations bilatérales unissant l'Algérie et l'Inde, examiner les voies à même d'élargir la coopération bilatérale dans divers domaines d'intérêt commun, et souligner l'importance du renforcement de la concertation politique et de l'échange de vues sur les questions régionales et internationales d'actualité", indique-t-on de même source.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION L'A INDiqué

«La numérisation consolide l'égalité des chances et l'équité sociale»

Synthèse R E.

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, a indiqué, dimanche depuis Ghardaia, que la numérisation du secteur de l'éducation permet de consolider et de renforcer l'égalité des chances à l'école et l'équité sociale. S'exprimant lors d'une conférence de presse au siège de la wilaya, en marge du lancement officiel des épreuves nationales du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session juin 2025, le ministre a affirmé que l'enjeu pour le secteur de l'éducation est de réduire les inégalités scolaires et de chances et de favoriser l'épanouissement des élèves et l'émergence de la compétence. La généralisation et l'accélération de l'opération de numérisation permet de réduire l'inégalité, de favoriser l'émergence du principe de la méritocratie et d'encourager une compétition juste entre les élèves, a expliqué M. Saâdaoui avant d'appeler les parents d'élèves à inscrire leurs enfants sur la plateforme numérique mise en place par le secteur de l'éducation pour les nouveaux élèves en première année scolaire. S'exprimant lors d'une conférence de presse après avoir donné le coup d'envoi de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) depuis le CEM

Mohamed-Boudiaf dans la wilaya de Ghardaïa, M. Sadaoui a annoncé la prorogation des délais d'inscription en première année primaire jusqu'au 15 juin, soulignant que les inscriptions se font exclusivement via la plateforme numérique «par souci d'équité sociale». Concernant la qualité du système éducatif, le ministre a estimé qu'elle constitue l'un des principaux facteurs permettant de garantir l'égalité des chances et que le secteur s'est résolument tourné vers un avenir où la technologie vise non seulement la performance du système éducatif mais aussi l'épanouissement et la réussite de l'élève. Le secteur de l'éducation poursuit son cheminement vers l'avènement d'un système éducatif de qualité, fortement numérisé, inclusif, innovant et à même de préparer les jeunes à relever les défis de demain, a-t-il fait remarquer à ce propos. «Nous nous attelons à soutenir par la formation spécialisée les enseignants dans des écoles de formation supérieure, afin de permettre l'émergence d'enseignants compétents», a soutenu le ministre en précisant qu'un système éducatif de qualité est tributaire d'une meilleure formation de l'enseignant dans la pratique pédagogique. Répondant à une question relative à l'évaluation des acquis, le ministre a indiqué que ce processus encore à ses débuts a été

étendu récemment à deux autres niveaux. Il a rappelé que le secteur misait énormément sur la qualité de l'enseignement en s'appuyant sur plusieurs axes, notamment des structures adaptées aux objectifs éducatifs et aux interactions numériques et le rôle dévolu à l'éducateur avec la nécessité de confier chaque matière à un enseignant spécialisé, un objectif auquel s'attelle son département à travers les Ecoles normales supérieures (ENS) et la formation continue, a-t-il expliqué. Quant à l'examen du BEM, M. Sadaoui a affirmé que tous les moyens nécessaires avaient été mobilisés pour permettre aux élèves de passer les épreuves de cet examen dans des conditions pédagogiques favorisant l'émulation positive, qui participe des mécanismes d'évaluation. Il a, en outre, souligné l'attachement de son département ministériel à assurer des conditions optimales à tous les candidats, dont les élèves à besoins spécifiques (1.582 candidats), les élèves hospitalisés et les membres de la communauté nationale de retour au pays, qui bénéficient de sujets adaptés. Cette année, les épreuves du BEM concernent 826.970 candidats (814.523 scolarisés et 12.447 libres) répartis à travers 3.070 centres d'examen, a rappelé le ministre.

ROYAUME-UNI

Plus de 1.100 migrants arrivés samedi au pays sur de petites embarcations

Plus de 1.100 migrants ont atteint le Royaume-Uni en traversant la Manche sur de petites embarcations durant la seule journée de samedi, un record depuis le début de l'année. Les

autorités britanniques ont détecté 1.194 migrants arrivés à bord de 18 bateaux, selon des médias. Depuis janvier, 14.808 personnes sont arrivées au Royaume-Uni par ce biais, un niveau inédit malgré

les mesures mises en place pour tenter d'enrayer ces traversées dangereuses. Le record absolu pour un seul jour remonte à septembre 2022, avec 1.305 migrants débarqués sur les plages britan-

niques. Cette année-là, 45.774 migrants étaient arrivés au Royaume-Uni. Après une baisse en 2023, les traversées illégales ont connu un net rebond l'an dernier (36.800).

OUARGLA

Forte participation au concours de robotique des jeunes

Le concours "Youth robotics challenge" (challenge de la robotique des jeunes), organisé dimanche à la salle omnisports du pôle sportif Moudjahid Abdelkrim Bouzegueg à Ouargla, a enregistré une large participation de jeunes férus de robotique. Initiée par la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), avec le concours de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de la wilaya, la compétition a été organisée en deux groupes, dont un composé de 40 éléments adhérents aux maisons de

jeunes de la wilaya, se sont mesurés dans des domaines liés au montage et à la manipulation de robots, a expliqué le directeur de l'ODEJ, Youcef Djoudi. Ces participants ont bénéficié, trois jours durant (29-31 mai), d'une session de formation tenue à la médiathèque "Chahid Saâd Chaâbani", à la cité En-Nasr à Ouargla, encadrée par des spécialistes en robotique des centres de sciences, technologie, engineering, arts et mathématiques d'Ouargla et d'Alger. Cette session a profité à la catégorie d'âge des 8-15 ans,

leur ayant permis de s'initier aux techniques de montage et de gestion des robots, a indiqué le même responsable. Le second groupe constitué de jeunes des wilayas d'Alger et Ouargla, avec 15 éléments chacune, se sont mesurés dans les techniques de gestion professionnelle de robotique. Les vainqueurs de cette compétition pourront prendre part à une compétition internationale sur le thème, prévue en octobre prochain au Panama. Selon M. Djoudi, cette compétition, première du genre à Ouargla, constituera

un préalable à la création de clubs actuant dans le domaine de la robotique au niveau des structures de jeunes de la wilaya, en application des orientations du ministère de tutelle. Cette manifestation scientifique est organisée en coordination avec la ligue de wilaya des activités scientifiques et techniques, avec la contribution des ligues des activités culturelles de la jeunesse, des activités en plein air, des loisirs et des échanges des jeunes et l'association d'information et d'animation des jeunes.